

Cohérence humanitaire- développement-paix dans les contextes de crise alimentaire

Rapport sur la réunion régionale de partage des
connaissances de la Grande Corne de l'Afrique



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



**HORN OF AFRICA
RESILIENCE NETWORK**

À PROPOS D'IDEAL

IDEAL est une activité financée par le Bureau d'assistance humanitaire (BHA) de l'USAID qui œuvre à soutenir l'objectif du gouvernement des États-Unis d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages et des communautés les plus vulnérables du monde. IDEAL répond aux lacunes en matière de connaissances et de capacités exprimées par la communauté de mise en œuvre de la sécurité alimentaire et nutritionnelle afin de la soutenir dans la conception et la mise en œuvre d'activités efficaces de sécurité alimentaire en cas d'urgence et de non-urgence.

À PROPOS D'HORN

Le réseau de résilience de la Corne de l'Afrique (HoRN) soutient l'objectif de l'USAID visant à renforcer la collaboration régionale et transnationale et à améliorer la programmation de la résilience fondée sur des données probantes. Le but étant de mettre fin à l'extrême pauvreté et de promouvoir des sociétés démocratiques et résilientes qui se caractérisent par une croissance économique à grande échelle, des populations en bonne santé, bien nourries et éduquées, ainsi que par un environnement durable.

RÉFÉRENCE RECOMMANDÉE

IDEAL. (2023). *Cohérence humanitaire-développement-paix dans les contextes de crise alimentaire : Rapport sur la réunion régionale de partage des connaissances de la Grande Corne de l'Afrique*. Washington, DC : Conception, preuves, analyse et apprentissage dirigés par les responsables de la mise en œuvre (IDEAL)

CRÉDITS PHOTOS

Ubra Communications Research and Development (UCRD Consult)

CLAUSE DE NON RESPONSABILITÉ

La réalisation de ce présent rapport a été rendue possible grâce au généreux soutien du peuple américain exprimé par l'intermédiaire de l'agence américaine pour le développement international (USAID). Le contenu relève de la responsabilité de l'activité IDEAL (Conception, preuves, analyse et apprentissage dirigés par les responsables de la mise en œuvre) et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

COORDONNÉES

Activité IDEAL
c/o Save the Children
899 North Capitol Street NE, Suite #900
Washington, DC 20002
www.fsnnetwork.org
info@fsnnetwork.org

TABLE DES MATIÈRES

Acronymes	2
À propos	3
Panels de discussion.....	4
Sessions thématiques	4
Sessions spécifiques à un pays	5
Panels de discussion	6
Cohérence HDP dans la Grande Corne de l’Afrique	6
Conception et mise en œuvre inclusives et adaptées au contexte des initiatives HDP sur le plan transfrontalier	8
Le rétablissement dans le Nexus : Le passage de l’aide humanitaire au développement est-il possible dans un monde en perpétuelle crise ?.....	10
Sessions thématiques	12
Planification conjointe	13
Séquençage, superposition et intégration (SLI).....	21
Amélioration du suivi, de l’évaluation et de l’apprentissage (MEL) pour la cohérence HDP	29
Moyens de subsistance adaptés au climat.....	37
Gestion adaptative	45
Sessions spécifiques à un pays	53
République démocratique du Congo (RDC).....	54
Éthiopie.....	55
Kenya.....	56
Somalie.....	57
Soudan du Sud.....	58
Ouganda.....	59



ACRONYMES

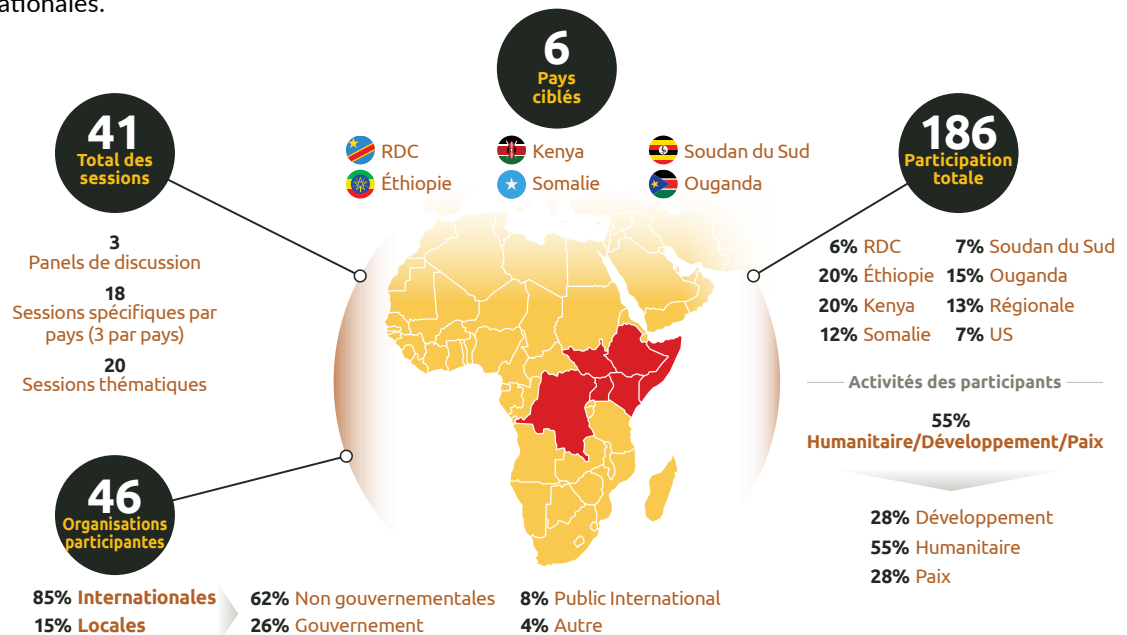
ACCESS	Accélération de la reprise et de la résilience au Soudan du Sud (Accelerating Recovery and Resilience in South Sudan)
BRCiS	Construire des communautés résilientes en Somalie (Building Resilient Communities in Somalia)
C4FC	Renforcement des capacités mené par les communautés dans les contextes fragiles (Community-led Capacity Strengthening for Fragile Contexts)
CARB	Action complémentaire pour le renforcement de la résilience (Complimentary Action for Resilience Building)
CBCR	Résilience des communautés transfrontalières (Cross-Border Community Resilience)
CLA	Collaboration, apprentissage et adaptation (Collaborating, Learning, and Adapting)
CRS	Services de secours catholiques (Catholic Relief Services)
RDC	République démocratique du Congo
FEWS NET	Réseaux de systèmes d'alerte précoce contre la famine (Famine Early Warning System Networks)
HDP	Humanitaire-développement-paix
IDEAL	Conception, preuves, analyse et apprentissage dirigés par les responsables de la mise en œuvre (Implementer-Led Design, Evidence, Analysis and Learning)
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement (Intergovernmental Authority on Development)
IWMI	Institut international de gestion de l'eau (International Water Management Institute)
JEOP	Programme conjoint d'opérations d'urgence (Joint Emergency Operation Program)
S&E	Suivi et évaluation
MCLD	Mouvement pour le développement mené par la communauté (Movement for Community-led Development)
MEAL	Suivi, évaluation, responsabilité et apprentissage (Monitoring, Evaluation, Accountability, and Learning)
MEL	Suivi, évaluation et apprentissage (Monitoring, Evaluation, and Learning)
MWA	Alliance du millénaire pour l'eau (Millennium Water Alliance)
ONG	Organisation non gouvernementale
P-DEC	Programme de Développement de l'Est du Congo
PREG	Partenariat pour la résistance et la croissance économique de Garissa (Garissa Partnership for Resilience and Economic Growth)
PSNP	Programme de filet de sécurité productif (Productive Safety Net Programme)
RFSA	Activité de résilience et de sécurité alimentaire (Resilience Food Security Activity)
RiPA	Résilience dans les zones pastorales
RKSM	Réunion de partage des connaissances (Regional Knowledge Sharing Meeting)
RLA	Activité d'apprentissage de la résilience (Resilience Learning Activity)
SAGE	Groupe consultatif stratégique pour les urgences (Strategic Advisory Group for Emergencies)
SLI	Séquençage, superposition et intégration (Sequencing, Layering, and Integrating)
SPARC	Soutien au pastoralisme et à l'agriculture dans les crises récurrentes et prolongées (Supporting Pastoralism and Agriculture in Recurrent and Protracted Crises)
SomRep	Programme de résilience pour la Somalie
SPIR II	Renforcer les institutions et la résilience du PSNP5 (Strengthen PSNP5 Institutions and Resilience)
GTT	Groupe de travail technique
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international (United States Agency for International Development)
WASH	Eau, assainissement et hygiène (Water, Sanitation, and Hygiene)

À PROPOS

Du 9 au 12 mai 2023, la réunion régionale de partage des connaissances (le RKSM) de la Grande Corne de l'Afrique sur la cohérence humanitaire-développement-paix (HDP) dans les contextes de crise alimentaire a réuni près de 200 parties prenantes à Naivasha, au Kenya, pour trois jours de sessions interactives et un jour d'ateliers approfondis de renforcement des capacités. Encouragée par la crise alimentaire sans précédent qui sévit dans la Grande Corne de l'Afrique, cette réunion a permis de répondre à la demande de la communauté de la sécurité alimentaire de discuter des moyens de parvenir à la cohérence HDP.¹


Le RKSM a réuni des praticiens de l'humanitaire et du développement pour : (a) réfléchir aux moyens efficaces pour atténuer les crises persistantes qui affectent la région et aux défis opérationnels rencontrés par les praticiens ; (b) explorer les pratiques prometteuses, les environnements propices, les principaux défis et les solutions à plus long terme pour une meilleure programmation de la cohérence HDP ; et (c) renforcer les relations, la coordination et les efforts collaboratifs relatifs à l'HDP au sein des organisations opérant dans la région. Les participants sont venus de toute la région, et notamment de la République démocratique du Congo (RDC), de l'Éthiopie, du Kenya, de la Somalie, du Soudan du Sud et de l'Ouganda. Au total, 46 organisations internationales et locales étaient représentées, y compris des organisations de mise en œuvre, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), des représentants du gouvernement et des organisations publiques internationales.

L'événement a été organisé par l'activité de conception, preuves, analyse et apprentissage dirigés par les responsables de la mise en œuvre (IDEAL) et l'activité d'apprentissage de la résilience (RLA), et coorganisé par la mission de l'USAID au Kenya et en Afrique de l'Est; les bureaux d'assistance humanitaire (BHA); de résilience et de sécurité alimentaire (RFS); le gouvernement du Kenya et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD).



En associant des sessions plénières et des sessions en petits groupes, la RKSM a offert des possibilités de discussion et de planification d'actions au niveau national. Près de 200 personnes ont participé à 44 sessions, dont trois panels de discussion, 18 sessions spécifiques à un pays et 20 sessions thématiques. Celles-ci ont été animées ou coanimées par un total de 60 parties prenantes. De plus, 100 personnes ont participé à l'un des quatre ateliers de renforcement des capacités proposés au choix par le Mouvement pour le développement mené par les communautés, ainsi que par les prix GAYA, PCS, PRO-WASH & SCALE, et REAL, tous associés à IDEAL.

1 Comme défini dans les considérations de programmation pour la cohérence entre l'aide humanitaire, le développement et la paix de l'USAID : Selon une note destinée aux partenaires de mise en œuvre de l'USAID, la cohérence HDP « vise à promouvoir une collaboration complémentaire entre les acteurs de l'humanitaire, du développement et de la paix... afin de maximiser l'impact et la durabilité des programmes à travers les différents types d'assistance et de réduire le besoin d'aide humanitaire (HA) au fil du temps ». Les principes de la cohérence HDP comprennent : (1) assurer et respecter les principes humanitaires afin de garantir la continuité et l'efficacité de l'aide humanitaire; (2) planifier conjointement et chercher à établir un agenda commun; (3) créer et renforcer les plateformes de communication, de coordination et d'apprentissage au travers des différents types d'aide; (4) séquencer, superposer et intégrer stratégiquement l'aide humanitaire, l'aide au développement et l'aide à la paix, quand cela est approprié; (5) promouvoir une programmation sensible aux chocs et une gestion adaptative fondée sur les données; (6) promouvoir l'intégration des conflits et opportunités qui favorisent ou instaurent la paix lorsque c'est possible; and (7) veiller à ce que la programmation se fasse avec, par et à travers les partenaires et systèmes locaux. Tous ces principes clés sont sous-tendus par l'engagement transversal de l'USAID en faveur de l'égalité des genres et d'un développement inclusif.



Ce rapport présente les principaux enseignements tirés du RKSM sur l'amélioration de la cohérence HDP dans l'ensemble de la Grande Corne de l'Afrique. Il souligne les moments importants des panels de discussion avec les partenaires, les principales conclusions des sessions thématiques et les recommandations spécifiques à chaque pays pour appliquer la cohérence HDP. Vous trouverez tout au long du rapport des liens vers les enregistrements des sessions et les ressources associées. Cliquez sur les onglets en haut de chaque page pour passer rapidement d'une section à une autre du document.

Panels de discussion

Le RKSM a débuté par les discours d'ouverture de l'administratrice adjointe RFS de l'USAID, Mia Beers, de la directrice adjointe de la mission Kenya/Afrique de l'Est de l'USAID, Sheila Roquette, et du directeur général de l'Autorité nationale de gestion de la sécheresse du Kenya, le lieutenant-colonel Hared Hassan Adan. (Rtd). Le [panel d'ouverture sur la cohérence HDP dans la Grande Corne de l'Afrique](#) a examiné les défis posés par la cohérence HDP dans un environnement complexe et dynamique, en mettant l'accent sur l'importance des actions de sensibilité aux conflits, comme l'analyse et l'intégration des conflits, le rôle des systèmes locaux, et la collaboration et la coordination parmi les acteurs qui travaillent dans ces domaines.

Le deuxième panel a discuté de la [mise en œuvre d'initiatives HDP au niveau transfrontalier](#), particulièrement celles menées par des agences intergouvernementales régionales, des gouvernements nationaux et sous-nationaux. Le dernier panel s'est concentré sur le fait que la [transition de l'aide humanitaire au développement dans un monde en crise constante](#) n'est presque jamais linéaire. Les panélistes se sont penchés sur l'importance de la paix et des partenariats, y compris le rôle des gouvernements, des institutions financières et d'autres acteurs privés, pour parvenir à des transitions réussies et durables.

Sessions thématiques

En réponse à une enquête d'IDEAL préalable à l'événement, plus de 190 praticiens travaillant dans la Grande Corne de l'Afrique ont sélectionné cinq thèmes à traiter en priorité lors du RKSM. Au cours du RKSM, chacun des cinq thèmes a fait l'objet d'une ou deux sessions simultanées par jour, soit un total de 20 sessions parmi lesquelles les participants pouvaient choisir (ils pouvaient assister à un total de quatre sessions tout au long de la semaine). L'utilisation des techniques de facilitation des [structures libératrices](#) a permis d'introduire des activités participatives lors des sessions thématiques afin de tirer parti des expériences et de l'expertise des participants et d'encourager la réflexion et la résolution de problèmes par la collaboration. Parallèlement aux cinq thèmes prioritaires (définis ci-dessous), la focalisation sur les connaissances locales et la sensibilité aux conflits ont été choisies comme thèmes transversaux à mettre en avant tout au long de l'événement.

« De nombreuses perspectives ont été partagées et des recommandations pratiques et réalisables ont été formulées. Les discussions ont donné lieu à de nombreux exemples dont nous pouvons tous tirer des enseignements. »

- **Planification conjointe** : Façons pratiques de lier la conception et la planification des programmes humanitaires, de paix et de développement sur le terrain. Au cours des quatre sessions organisées sous ce thème, les partenaires de mise en œuvre ont exploré les opportunités et les modalités de mise en œuvre de la planification conjointe dans les contextes HDP, ainsi que les facilitateurs et les obstacles à une mise en œuvre réussie de la planification conjointe.
- **Impact collectif** : Approches qui ont fait leurs preuves en matière de **séquençage, de superposition et d'intégration (SLI)** pour faire face à la crise alimentaire dans la Grande Corne de l'Afrique. Sous ce thème, les participants se sont penchés sur la manière dont les connaissances locales influencent les processus de SLI, sur la manière dont les approches de SLI peuvent atténuer les chocs et les facteurs de stress, et sur la manière de mieux intégrer la sensibilité aux conflits et la consolidation de la paix dans les réponses aux crises alimentaires.
- **Amélioration du suivi, de l'évaluation et de l'apprentissage (MEL)** pour la cohérence HDP : Promouvoir une meilleure analyse, utilisation et coordination des données et de l'apprentissage pour une prise de décision éclairée et en temps opportun. Ces sessions ont mis en avant les technologies de partage de données permettant de soutenir la cohérence HDP, ainsi que la manière dont l'utilisation de systèmes d'alerte précoce peut renforcer l'action anticipative. Elles ont également examiné comment l'intégration du suivi et de l'analyse des conflits peut améliorer les systèmes de MEL.

- Vers des **moyens de subsistance adaptés au climat** : De nouveaux ajustements créatifs à la programmation des moyens de subsistance, y compris la conception de programmes dirigés par les participants, l'interaction des moyens de subsistance et de la migration, l'agriculture adaptée au climat et l'amélioration de la gestion de l'eau. Ce thème s'est concentré sur les interventions qui renforcent les moyens de subsistance agricoles adaptés au climat, les approches pastorales et les pratiques de gestion de l'eau. Les participants ont aussi pu se pencher sur les priorités stratégiques pour les réponses à long terme aux migrations dans la région et en discuter.
- **Gestion adaptative** : Travailler avec flexibilité pour ajuster la programmation, y compris les processus d'action rapide, l'utilisation de processus et de mécanismes de planification de l'action réfléchie et les approches de réponse aux chocs. Lors de ces sessions, les partenaires de mise en œuvre ont discuté du rôle de la gestion adaptative pour faire face aux principaux défis programmatiques, y compris l'implication des communautés locales dans le suivi du contexte et la planification d'urgence, la façon de réorienter rapidement lorsque des chocs et des facteurs de stress surviennent, et la façon d'améliorer l'utilisation des données probantes pour améliorer les programmes.

Sessions spécifiques à un pays

Trois sessions spécifiques à un pays ont été organisées dans le cadre de l'événement, sur la base des principaux enseignements tirés des sessions thématiques. Les participants ont échangé leurs réflexions sur les pratiques existantes et les lacunes dans l'application des principes de cohérence HDP au sein de leur pays et ont travaillé ensemble pour développer des idées concrètes et réalisables autour d'une voie à suivre. À l'issue de cette réflexion, chacune des six équipes par pays a affiné des recommandations qui contribueraient à renforcer la cohérence HDP dans leur contexte spécifique.

« Les sessions ont été enrichissantes et instructives et il existe des moyens clairs que nous pouvons utiliser pour renforcer la cohérence HDP dans nos pays respectifs ».





PANELS DE DISCUSSION



Cohérence HDP dans la Grande Corne de l'Afrique

La cohérence HDP maximise l'impact des programmes pour réduire les besoins humanitaires et construire des communautés résilientes capables de résister aux chocs et aux crises à venir. Lors de ce panel, les intervenants ont examiné la manière d'appliquer la cohérence HDP à travers la Grande Corne de l'Afrique. La discussion a porté sur les défis posés par la cohérence HDP dans un environnement complexe et dynamique et sur l'importance de la collaboration et de la coordination parmi les acteurs qui travaillent dans ces domaines. La réalisation de la cohérence HDP présente des défis et des opportunités à multiples facettes. Les panélistes ont mis l'accent sur la nécessité de recourir à des approches adaptées au contexte, d'instaurer une collaboration entre les acteurs et de se concentrer sur les besoins humanitaires immédiats, la résilience à long terme et les efforts de consolidation de la paix. La prévention des conflits, la priorité à la localisation et à la compréhension des systèmes locaux, ainsi que l'allocation efficace des ressources sont également apparues comme étant des thèmes centraux.

Modérateur : Dr. Joshua Wathanga

Panélistes :

- » Tesfaye Beshah, Coordinateur du programme régional, Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)
- » Soledad Rogers, Directrice régionale, Bureau d'assistance humanitaire de l'USAID, Afrique de l'Est
- » Olga Petryniak, Directrice principale de la résilience, Mercy Corps Afrique de l'Est
- » Sam Owilly, Directeur général, Projet BOMA



ENREGISTREMENT DE LA SESSION

LOCALISATION

Les communautés sont les mieux placées pour comprendre et identifier leurs propres besoins et aspirations et, bien souvent, elles ne font pas la différence entre les flux de financement des actions humanitaires ou de développement. La priorité doit être basée sur les besoins de la communauté et non sur le type d'aide. Cela peut constituer un défi pour les responsables de la mise en œuvre qui ont besoin de financeurs prêts à s'engager dans un financement flexible et à long terme. Toutefois, un financement pluriannuel sans restriction peut stimuler les efforts de localisation, permettant ainsi de trouver des solutions pertinentes et adaptées aux besoins locaux. Par exemple, le projet BOMA, une organisation locale opérant initialement dans une communauté du nord du Kenya, a passé sept ans à perfectionner son modèle de graduation avant d'étendre sa programmation. En testant diverses solutions, l'organisation a fini par mettre au point une approche contextuelle, dirigée localement et ancrée dans les capacités et les ressources locales. Elle opère désormais en milieu rural dans les zones arides de toute l'Afrique.

« Ce qui a vraiment fonctionné, c'est la mise en place d'une solution qui reconnaît et apprécie les capacités locales, qui est identique [sic] aux ressources locales et qui permet une compréhension partagée, une valeur et un agenda commun avec les acteurs locaux, les gouvernements et les communautés ».

—Sam Owilly, Directeur général, projet BOMA

CONFLIT

Les conflits sont répandus, innés dans les systèmes sociaux et dépendent du contexte. Il est essentiel de comprendre ces tendances et dynamiques pour atténuer les conflits et préserver

les acquis du développement. Le panel a attiré l'attention sur l'impact des confinements liés à la COVID-19 sur l'aggravation des conflits entre les communautés.

Ce choc a eu des répercussions sur les prix des denrées alimentaires et les économies et a entraîné une accélération des conflits, ce qui s'est traduit par la perte de moyens de subsistance pour les jeunes, la diminution des opportunités pour les communautés de partager des informations sur les alertes aux conflits ou la capacité de se réunir pour relancer les accords de paix. Pour faire face aux conflits, les praticiens doivent délibérément intégrer la sensibilité aux conflits dans les programmes pluriannuels et les investissements humanitaires, notamment en renforçant les relations sociales par le biais d'interventions monétaires. Il est crucial que les fonds substantiels d'aide à la paix soient répartis dans des zones où des travaux de développement sont en cours. Par exemple, à Karamoja, en Ouganda, l'activité Apolou (développement) a été associée à l'activité USAID EKISIL (paix) afin d'impliquer les participants à l'activité dans différents forums de paix et groupes de jeunes, en plus d'autres interventions. De ce fait, les communautés touchées par le conflit ont été en mesure de négocier pacifiquement les droits de pâturage par leurs propres moyens, sans l'aide de la programmation.



COORDINATION ET COLLABORATION

Il est essentiel que la programmation et les partenariats soient géographiquement regroupés. « Nous devons éloigner les acteurs du développement des capitales des comtés et les rapprocher des lieux où se trouvent les cas humanitaires », a insisté Soledad Rodgers, de l'USAID/BHA. Le panel a noté que de nombreux programmes bénéficient de multiples cycles d'investissement, ce qui permet aux partenariats d'être efficaces dans les situations d'urgence et favorise des changements localisés et ciblés. Par ailleurs, le partage des données de suivi du contexte peut améliorer la capacité à façonner les interventions en fonction de conditions uniques lorsque des chocs surviennent. Au Kenya, par exemple, les investissements des acteurs de l'aide humanitaire et du développement ont permis aux partenaires de collaborer pour soutenir une communauté faisant face à des problèmes d'eau. Sous la direction du gouvernement du comté, de multiples partenaires de développement, dont ceux qui travaillent pour USAID Nawiri et l'activité « Feed the Future Kenya Livestock Market Systems » (Nourrir l'avenir - Systèmes de marché du bétail au Kenya), ont collaboré avec le Programme alimentaire mondial et d'autres partenaires d'aide humanitaire et de paix dans la région pour fournir la main-d'œuvre, les ressources et la formation nécessaires à un approvisionnement en eau propre de la communauté. La collaboration est au cœur de la cohérence HDP et les panélistes ont conseillé à l'USAID d'en faire une exigence.

SOUTIEN AUX SYSTÈMES

Dans les situations d'urgence, les populations se tournent massivement vers les marchés et les systèmes sociaux locaux pour obtenir un soutien. C'est pourquoi les interventions adaptées aux chocs les plus efficaces reconnaissent, intègrent et renforcent les capacités et les ressources locales. Par exemple, l'USAID Nawiri a travaillé avec des femmes entrepreneurs pour négocier des achats en gros auprès de négociants en denrées alimentaires pour qu'elles puissent ouvrir de petits marchés plus proches de leurs communautés. En retour, les membres de la communauté ont pu utiliser leurs transferts monétaires d'urgence pour soutenir le système de marché. La programmation pluriannuelle étant intrinsèquement confrontée à de multiples chocs et fonctionnant avec des ressources limitées, il est impératif d'agir tôt et localement, en ayant recours à des mesures d'anticipation pour atténuer les souffrances et améliorer l'impact de la programmation. Il est également fondamental de cartographier les parties prenantes, étant donné que la compréhension et l'atténuation des disparités de pouvoir entre les communautés, le gouvernement et les partenaires financiers sont essentielles à une programmation réussie.

« Si nous entendons agir au niveau local, nous devons comprendre comment cibler conjointement, comprendre où nous investissons et partager les données de suivi du contexte pour pouvoir répondre et adapter les interventions aux conditions uniques des différentes zones touchées ».

—Olga Petryniak, Directrice principale de la résilience, Mercy Corps Afrique de l'Est

Conception et mise en œuvre inclusives et adaptées au contexte des initiatives HDP sur le plan transfrontalier

Modérateur : Kimberly Hickok Smith, Consultant, Filatec

Panélistes :

- » Dr. Dereje Wakjira, Directeur, Centre de l'IGAD pour le développement des zones pastorales et de l'élevage (ICPALD)
- » Yasin Salah, Spécialiste régional de la résilience et du développement du secteur de l'élevage, USAID Kenya/Afrique de l'Est
- » Jebiwot Sumbeiywo, Cheffe de partie, activité de résilience des communautés transfrontalières (CBCR)



Plus de 100 millions de personnes vivent dans des zones frontalières interconnectées de la Grande Corne de l'Afrique. Face à l'insécurité persistante, largement alimentée par la concurrence pour les ressources, le clanisme et les divergences politiques, et aggravée par les conflits récurrents et le changement climatique, la mise en œuvre de la cohérence HDP dans les régions transfrontalières est à la fois vitale et particulièrement délicate. L'accès à ces zones est souvent freiné par des infrastructures limitées, ce qui ne facilite pas l'attraction d'investisseurs privés. Le fait que l'accent ait toujours été mis sur le développement national a relégué au second plan les considérations transfrontalières, et la faiblesse des structures de gouvernance complique encore les efforts. La captation des élites et l'inégalité demeurent également des obstacles significatifs à surmonter. Mais en dépit de ces obstacles, la nature hybride des zones frontalières offre des opportunités particulières pour le développement économique et la programmation de la cohérence HDP.

OPPORTUNITÉS POUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Les régions transfrontalières présentent un grand potentiel pour le commerce et le développement économique. Tirer parti de l'interconnexion de ces zones pour développer des axes commerciaux peut favoriser la croissance économique, réduire les besoins humanitaires et renforcer la sécurité. Pour y parvenir, toutes les parties prenantes doivent établir un réseau solide, une coordination et une communication permanente. Certaines zones frontalières disposent d'un réseau particulièrement puissant, comme à la frontière entre le Kenya et l'Ouganda, ce qui encourage la coordination et l'engagement des autorités locales de part et d'autre. En 2019, les deux pays ont signé un protocole d'accord portant sur la programmation transfrontalière visant à soutenir la paix et le développement à long terme. Le gouvernement kenyan a mis en place des groupes de travail, dont un comité de pilotage national, afin de réunir les parties prenantes pour promouvoir la cohérence HDP et a invité les partenaires de développement à se pencher sur les problèmes auxquels sont confrontées les populations à besoins élevés dans les zones touchées par la sécheresse et les conflits. De plus, le Kenya a adopté des politiques régionales et les a mises en œuvre au niveau national, telles que les politiques qui soutiennent les déplacements des personnes et des marchandises entre les pays. Les opportunités de financement multilatéral, telles que celles du [Fonds vert pour le climat](#), offrent un soutien financier aux initiatives dans ces régions.

« Ce que nous faisons dans le domaine du développement dans les zones transfrontalières, nous ne pouvons pas le limiter aux frontières politiques parce qu'il s'agit d'une zone socialement connectée. »

—Dr. Dereje Wakjira, Directeur, Centre de l'IGAD pour le développement des zones pastorales et de l'élevage

SOUTENIR LES ORGANISATIONS LOCALES ET LES INVESTISSEMENTS À LONG TERME

Au niveau transfrontalier, soutenir les organisations locales pour qu'elles adoptent les trois piliers du nexus HDP est une stratégie clé pour la cohérence HDP. Les organisations locales remplissent souvent de nombreux rôles et ont une connaissance approfondie du contexte transfrontalier, ce qui les prédispose à mettre en œuvre des initiatives dans le cadre du nexus HDP. Les investissements à long terme dans ces organisations peuvent promouvoir la durabilité et réduire

la dépendance vis-à-vis des financements extérieurs. Dans la région ougandaise de Karamoja, une organisation locale établie depuis longtemps a pu passer d'un travail exclusif d'aide à la paix à un travail de développement après avoir reçu le soutien du cluster Karamoja. Bien qu'initialement centrée sur la création d'une cohésion sociale et de relations dans les communautés touchées par le conflit, l'organisation a perdu sa pertinence au fur et à mesure que les problèmes majeurs, comme les vols de bétail, diminuaient. Toutefois, une fois que le cluster a commencé à travailler avec l'organisation, il est apparu clairement que sa grande expertise locale le plaçait en bonne position pour œuvrer également dans un contexte de développement. Leur compréhension approfondie du contexte transfrontalier, des conflits existants et des négociations nécessaires pour les activités dans ces circonstances, comme les négociations relatives au déplacement des pâturages, ont été des avantages clés qui se sont bien traduits dans le travail de développement.

MODÈLES DE FINANCEMENT FLEXIBLES ET ADAPTÉS AU CONTEXTE

Des modèles de financement flexibles et adaptés au contexte sont essentiels pour répondre aux multiples chocs rencontrés dans les régions transfrontalières. Le Kenya utilise des modèles financiers spécifiques qui tiennent compte de la capacité de réaction aux chocs et de la réponse aux crises, tels que le Fonds national kenyan d'urgence pour la sécheresse (mis en œuvre par l'Autorité nationale de gestion de la sécheresse), qui vise à renforcer la résilience ainsi que la réponse et le redressement. En outre, le fonds *Impact for Northern Kenya* apporte des investissements du secteur privé aux zones rurales du sud du Kenya, tout en intégrant des éléments de sensibilité aux conflits et de cohésion sociale. Par exemple, le fonds œuvre avec le gouvernement pour mettre en place des politiques liées à la gestion des risques de catastrophe, à l'adaptation au climat et à d'autres besoins. Les donateurs sont invités à explorer des mécanismes innovants, tels que l'assurance pour le bétail et les cultures, ainsi qu'à intégrer les éléments de cohérence HDP dans le financement multilatéral pour le changement climatique, afin de garantir un financement adéquat pour les initiatives.

« La collecte d'informations et la cartographie de qui est qui et qui sont les parties prenantes dans les différents contextes doivent être nettement plus approfondies. »

—Jebiwot Sumbeiywo, Cheffe de partie, activité de résilience des communautés transfrontalières (CBCR)



Le rétablissement dans le Nexus : Le passage de l'aide humanitaire au développement est-il possible dans un monde en perpétuelle crise ?

Lorsqu'une crise survient, l'assistance humanitaire est souvent au premier plan pour fournir une aide vitale immédiate. Toutefois, l'objectif ultime est d'aider les communautés touchées à passer d'un état d'urgence à un état de développement plus durable et résilient. La transition de l'aide humanitaire au développement n'est presque jamais linéaire et, dans un monde en constante crise, les efforts de développement doivent être adaptables et flexibles, capables de répondre rapidement à des circonstances changeantes et à des besoins émergents. Les panélistes ont fait part de leurs expériences avec les nouvelles approches, de ce qu'ils ont appris de leurs succès et de leurs échecs, et des moyens mis en œuvre pour collaborer avec les différents acteurs afin de veiller à ce que l'aide humanitaire soit fournie d'une manière qui établisse les fondements d'un développement à long terme.

Modérateur : Rita Larok, Cheffe de partie, Graduation vers la résilience, AVSI Ouganda

Panélistes :

- » Tracy O'Heir, Bureau de l'assistance humanitaire de l'USAID, Directrice adjointe, Bureau de la qualité technique et des programmes
- » Erickson Bisetsa, Chef de parti, Accélération de la reprise et de la résilience au Soudan du Sud (ACCESS), World Vision Soudan du Sud
- » Sarah Hulburt, Chef adjoint, Moyens de subsistance pour la résilience, CARE Éthiopie



CE QUI FONCTIONNE

Les communautés, les gouvernements et les partenaires ont souvent des raisons différentes justifiant le passage de l'aide humanitaire au développement. Les partenaires chargés de la mise en œuvre doivent privilégier les efforts de collaboration et la réflexion créative à travers la programmation afin de comprendre et de résoudre les défis auxquels sont confrontés les différents partenaires, assurant ainsi la progression vers le développement. Ces processus ne doivent pas être successifs, mais plutôt simultanés. La programmation humanitaire pluriannuelle, observée dans le contexte de la région du Haut-Nil, au Sud-Soudan, où des interventions de sauvetage à court terme sont demeurées nécessaires au même titre que des interventions de développement, démontre la nécessité de s'éloigner des phases humanitaires ou de développement cloisonnées et d'adopter les deux approches simultanément.

« Un programme peut basculer du développement à l'aide humanitaire et inversement. Nous devons être en mesure de prendre en compte ces transitions et de faire preuve de flexibilité. »

—Rita Larok, Cheffe de partie,
Graduation vers la résilience, AVSI Ouganda

DÉFIS

Le vaste impact des conflits sur le secteur privé constitue un défi de taille. Les acteurs du marché souffrent souvent des conséquences des conflits, notamment des pillages, des dommages causés aux infrastructures et de l'accès limité au financement dû à la fermeture des banques et des institutions de microfinance. L'incertitude qui accompagne les conflits rend souvent les ménages réticents à réinvestir dans leurs moyens de subsistance, ce qui perpétue une dépendance prolongée vis-à-vis de l'aide. Et comme chaque crise présente des dimensions uniques et des impacts variables, une planification globale et une adaptabilité sont essentielles pour y faire face. La consolidation de la paix est particulièrement déterminante, celle-ci étant souvent une condition préalable à la stabilité des marchés et au développement.

PRÉPARER LA TRANSITION

La transition repose sur un engagement collectif en faveur d'une planification et d'une collaboration renforcées dans le cadre du nexus HDP. Les parties prenantes doivent s'engager dans une planification conjointe du rétablissement et l'aide humanitaire doit comporter des voies bien définies vers le rétablissement. Il est important de conduire des évaluations de marché post-catastrophe, et ce en temps opportun, afin d'acquérir une compréhension globale des besoins de la communauté et du contexte, démontrant ainsi la nécessité d'une collaboration entre les acteurs. Des discussions préalables sur les rôles et les responsabilités sont indispensables pour clarifier l'orientation souhaitée et la manière dont chaque partie prenante y contribuera. Investir dans la programmation de la résilience est une étape indispensable pour préparer la transition de la phase humanitaire à la phase de développement. Cet investissement est crucial pour garantir que les communautés sont correctement équipées pour faire face aux crises.



PARTENARIATS LOCAUX

Le renforcement de partenariats locaux solides qui peuvent être mobilisés en cas de besoin est essentiel pour l'amélioration de l'efficacité, la garantie de la rapidité, la promotion de la confiance et le maintien de la compétence. Ces partenariats favorisent les relations au niveau communautaire, lesquelles sont essentielles pour assurer l'efficacité des réponses. Le développement des capacités locales est essentiel à la réussite de la transition. Les interventions humanitaires ne doivent pas se limiter à la distribution directe, car cela peut compromettre les efforts des acteurs du marché soutenus par les programmes de développement. Les programmes devraient au contraire s'appuyer sur les moyens de subsistance et les initiatives de développement existants dans la région, par exemple en distribuant des bons pour des engrais, des services de santé animale ou des semences. Cette approche permet non seulement de préserver les marchés locaux, mais aussi de préparer les acteurs à un rétablissement plus efficace après un conflit. Un financement à long terme est jugé essentiel à cet effet, de même qu'un financement affecté qui intègre des thèmes transversaux.

FLEXIBILITÉ

Tous les acteurs impliqués dans le développement des zones sujettes aux chocs ont besoin de flexibilité. Par le biais de modificateurs de crise pour les activités de développement, les donateurs intègrent une flexibilité cruciale dans le financement lorsque des crises inattendues, telles que des conflits ou des catastrophes naturelles, viennent perturber les efforts planifiés. Le panel a observé qu'il y a souvent des délais entre la survenue d'une catastrophe et l'activation des mécanismes de réponse rapide. Pour les éviter, les responsables de la mise en œuvre doivent être flexibles et collaborer de manière proactive avec les autorités locales pour assurer le suivi et la coordination du contexte. La collaboration détermine de nouveaux moyens de répondre au mieux à l'ensemble des besoins de la communauté, à la fois en situation stable et en situation d'urgence, ce qui peut évoluer rapidement dans les pays exposés à de nombreux risques. La flexibilité nécessaire pour être en mesure de s'adapter et de modifier le contexte spécifique de la mise en œuvre en cas de choc permet aux praticiens de faire face à ces facteurs de stress tout en continuant à faire avancer le développement.

« Nous articulons la paix autour de la sécurité, mais il devrait s'agir d'une initiative menée par la communauté, d'une approche ascendante qui vise à s'attaquer aux causes fondamentales des conflits. »

—Erickson Bisetsa, Chef de partie, ACCESS, World Vision Soudan du Sud



SESSIONS THÉMATIQUES



PLANIFICATION CONJOINTE

La planification conjointe : Qu'est-ce que c'est et à quoi sert-elle ?

Exploiter la cartographie pour améliorer la planification et la mise en œuvre conjointes

Utiliser la planification conjointe du travail pour améliorer la cohérence HDP

Rendre opérationnelle la planification conjointe sur le terrain

SÉQUENÇAGE, SUPERPOSITION ET INTÉGRATION (SLI)

Centrer les connaissances locales sur la cohérence entre humanitaire, développement et paix (HDP)

Le SLI pour une sécurité de l'eau plus adaptée aux situations de crise

Intégrer la sensibilité aux conflits et la consolidation de la paix dans la réponse aux crises alimentaires

SLI pour des moyens de subsistance résilients en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle

AMÉLIORATION DU SUIVI, DE L'ÉVALUATION ET DE L'APPRENTISSAGE (MEL) POUR LA COHÉRENCE HDP

Exploiter les avantages du partage des données dans le cadre de l'humanitaire, du développement et de la paix : Perspectives de l'Éthiopie

Adapter les systèmes d'alerte précoce pour soutenir l'action précoce/anticipée

La technologie au service du partage des données : Options pour les partenaires de mise en œuvre à travers les piliers de l'humanitaire, du développement et de la paix

Les questions émergentes relatives au MEL pour la consolidation de la paix

MOYENS DE SUBSISTANCE ADAPTÉS AU CLIMAT

Les moyens de subsistance des pasteurs dans un contexte de changement climatique

L'agriculture durable dans un climat en constante évolution

Pratiques de gestion de l'eau adaptées au climat

Changement climatique, migration et moyens de subsistance : Soutien axé sur la communauté pour les populations migrantes

GESTION ADAPTATIVE

Partenariat avec les parties prenantes locales pour le suivi du contexte et la planification des mesures d'urgence

10 Minutes AM : des outils simples pour l'apprentissage et la gestion adaptative en temps limité

Créer un environnement propice à une réorientation rapide

Résoudre les crises prolongées : Améliorer l'utilisation des données probantes pour l'adaptation itérative des programmes d'urgence

La planification conjointe : Qu'est-ce que c'est et à quoi sert-elle ?

La planification conjointe du travail est une initiative de cocréation collaborative qui s'appuie sur des données probantes pour informer et convenir de domaines prioritaires communs devant être mis en œuvre. Elle vise à réduire la duplication et à superposer et séquencer les interventions pour un impact collectif. Les enseignements tirés du processus sont exploités pour informer la gestion adaptative des interventions. Une planification conjointe réussie entre les entités au service d'une communauté permet de promouvoir l'alignement, l'efficacité et la durabilité de tous les partenaires et, en définitive, d'obtenir de meilleurs résultats pour les populations cibles. Lors de cette session, le gouvernement du Kenya, l'organisation internationale pour la défense des droits et le développement (Rights Organization for Advocacy and Development International) et RLA (Activité d'apprentissage de la résilience) ont examiné une étude de cas de planification conjointe partagée sous plusieurs angles. Le processus de planification conjointe a été divisé en quatre phases : la planification préalable, la planification, la mise en œuvre des activités, le suivi et l'établissement de rapports. Les participants ont ensuite travaillé en petits groupes pour se pencher sur ce que signifie la planification conjointe et ont examiné les facilitateurs et les obstacles à une planification conjointe réussie dans les contextes humanitaires, de développement et de paix.

PRÉSENTATEURS DE LA SESSION

- » **Dr. Daniel Nyoro**, Responsable du développement des programmes stratégiques pour le département d'État pour les ASAL (terres arides et semi-arides) et le développement régional, ministère de la Communauté de l'Afrique de l'Est, des ASAL et du développement régional
- » **Dahabo Shalle**, Directrice exécutive, Organisation internationale des droits de l'homme pour la défense et le développement
- » **Mohamed Sahal**, Directeur de la coordination des partenariats et des acteurs non étatiques, gouvernement du comté de Garissa

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Phase de planification préalable : Cartographier les principales parties prenantes et identifier les capacités et les domaines d'expertise.

Les réunions de planification préalable facilitent une entente sur ce qui doit être fait, sur la manière de le faire, sur les personnes qui prendront la direction des opérations et sur la mobilisation des équipes techniques. Dans le cadre du projet d'apiculture Filayi (voir l'étude de cas pour plus de détails), la planification conjointe a permis de réduire le nombre d'acteurs à trois : l'activité de systèmes de marché pour le bétail (Livestock Market Systems), qui est axée spécifiquement sur le développement, le Programme alimentaire mondial (axé à la fois sur le développement et l'aide humanitaire) et le gouvernement du comté de Garissa. Compte tenu de l'approche SLI du projet, la limitation des domaines d'intervention à trois acteurs a permis d'améliorer la coordination. Il est important de cartographier les parties prenantes au cours de la phase de planification préalable et les partenaires doivent examiner tous les secteurs (y compris les secteurs non financés par l'USAID, les agences des Nations unies et les acteurs locaux) et comprendre leurs capacités. Les partenaires devraient également établir des outils de rétroaction pour les parties prenantes afin de contribuer à la gestion adaptative. Le gouvernement du comté de Garissa a conclu qu'en procédant ainsi, le nouveau personnel du gouvernement du comté a pu s'orienter vers tous les acteurs, tandis que le fait de sélectionner des partenaires clés pour maximiser les ressources existantes a permis de réduire les doubles emplois et d'éviter une concurrence malsaine entre les partenaires de mise en œuvre. Lors de l'identification de certains projets pour soutenir un plan de travail commun, l'identification d'un calendrier et de la portée générale de la zone géographique permet une utilisation stratégique des partenaires et des fonds disponibles. Une planification conjointe réussie et complète prend du temps, ce qui est souvent difficile à obtenir dans les situations d'urgence. Cependant, une fois le processus lancé, les équipes doivent travailler à l'élaboration d'un plan de travail conjoint, tout en mettant en œuvre le plan de travail conjoint qui avait déjà été établi au cours de l'exercice précédent.

Étude de cas du partenariat pour la résilience et la croissance économique (PREG) à Garissa

Au Kenya, RLA et le Partenariat pour la résilience et la croissance économique (PREG) de Garissa ont facilité une visite conjointe d'apprentissage sur le terrain avec les partenaires du PREG et les partenaires non financés par l'USAID afin de familiariser les huit nouveaux membres du comité exécutif du comté (CECM) avec le processus de planification conjointe du travail, de présenter la valeur ajoutée de la collaboration et de mettre en évidence huit sites d'intervention. Après la visite, une session conjointe de rétroaction a eu lieu pour permettre aux partenaires de mise en œuvre de familiariser les nouveaux CECM avec leurs programmes, leurs opérations et leurs domaines de collaboration, en vue de renforcer le cadre de collaboration entre les deux institutions.

Phase de planification : Co-créer l'activité avec les partenaires, en identifiant la priorité conjointe, les objectifs, les résultats clés et les indicateurs communs pour le suivi des progrès. Préciser le champ d'application et les rôles de chaque partenaire, définir les dates et élaborer un plan de travail technique. Au cours de cette session, le comté de Garissa et PREG ont présenté leur expérience concernant la tenue d'une réunion de planification du groupe de travail technique (GTT) au cours de la phase de planification préalable qui a permis : (a)   tous les acteurs de parvenir à une compréhension commune de l'activité ; (b) de valider les rôles de chaque partenaire ; et (c) d'identifier les personnes susceptibles de manquer à l'appel. L'élaboration d'un plan logistique, comprenant une communication, une documentation et une diffusion adéquates, a permis au GTT de fixer les objectifs du plan commun. Gr ce à la collaboration avec le gouvernement du comté, ces objectifs ont pu être axés sur les priorités des communautés. Dans la mesure où des priorités concurrentes et des objectifs peu clairs peuvent entraver la planification conjointe, il est particulièrement important de les clarifier au cours des phases de planification préalable et de planification. Cela a permis aux acteurs concernés du comté de Garissa de négocier les autorisations nécessaires pour modifier les plans de développement nationaux, puis de tester le plan avant sa mise en œuvre.

Phase de mise en œuvre : Exécuter l'activité planifiée conjointement et effectuer des visites sur le terrain. Les partenaires doivent utiliser un outil de collecte de données élaboré au cours de la phase de pré-planification. Dans le cadre du projet d'apiculture Filayi (Filayi Beekeeping Project), divers partenaires se sont coordonnés pour séquencer, superposer et intégrer leurs interventions durant cette phase. En travaillant directement avec les communautés, le projet facilite les discussions avec les utilisateurs finaux sur le bon déroulement des interventions. Ces conversations sur site facilitent la contribution de la communauté aux adaptations nécessaires. Cependant, la phase de mise en œuvre peut également soulever de nombreux défis, comme les retards de financement ou d'autres manquements aux engagements (en particulier les engagements en termes de ressources), la découverte que les outils développés dans les phases de planification préalable/planification n'ont peut-être pas anticipé tous les problèmes émergents, et/ou l'expérience de conflits et de problèmes de sécurité qui entravent la mise en œuvre. Cependant, une forte coordination entre les GTT peut aider à gérer ces problèmes.

Phase de suivi et de rapport : Organiser des sessions conjointes de rétroaction afin de discuter davantage des enseignements tirés, des défis rencontrés et des opportunités identifiées au cours de la mise en œuvre conjointe. Une partie de la valeur ajoutée du suivi conjoint, comme le montre l'exemple du comté de Garissa, réside dans les différentes perspectives de chaque acteur. Le PREG a aidé à faciliter une visite d'apprentissage conjointe qui comprenait tous les partenaires du PREG tels que le gouvernement du comté de Garissa avec des représentants de divers départements du comté travaillant dans les domaines de l'agriculture, du commerce, de la planification urbaine et plus encore, ainsi que d'autres partenaires non financés par l'USAID et des agences des Nations Unies. Lorsque des acteurs ayant des mandats et des rôles organisationnels différents collaborent, ils bénéficient de perspectives diverses. Après la visite, le PREG a organisé une session de rétroaction conjointe avec les exécutifs des comtés pour identifier les adaptations nécessaires. Par le biais d'une discussion plus approfondie, le PREG a été en mesure de mieux documenter les leçons, les réussites et les histoires problématiques afin d'éclairer la programmation future. Des mécanismes durables et réguliers de partage d'informations sont essentiels à la planification conjointe, garantissant que les réorientations de la programmation soient adaptés au contexte.

RESSOURCES

- [Synthèse finale de l'apprentissage de la visite d'apprentissage conjointe à Garissa](#)

Exploiter la cartographie pour améliorer la planification et la mise en œuvre conjointes

Lors de la planification conjointe, la cartographie peut contribuer à rassembler divers ensembles d'informations, à la fois par le biais de cartes de la couverture géographique, mais aussi par la cartographie des acteurs et des systèmes en jeu dans ces zones. La cartographie peut aider les responsables de la mise en œuvre à améliorer la coordination avec les acteurs locaux, les autres partenaires de mise en œuvre et les activités en réponse aux chocs et aux crises. Des représentants de U-Learn, de l'USAID/Éthiopie, d'OpenStreetMap Ouganda et du groupe de travail sur la Charte pour le changement ont décrit leurs approches relatives à la cartographie pour la planification conjointe en termes d'évaluation, de planification et de hiérarchisation, et de mise en œuvre, tandis que les participants à la session ont discuté des façons d'appliquer et de tirer parti de ces outils dans leur propre travail.

ACTIVITÉS PRÉSENTÉES

- Le programme **U-Learn (programme du réseau d'apprentissage, de données probantes, de responsabilité et de recherche en Ouganda)** collabore avec le gouvernement et diverses parties prenantes pour faciliter l'apprentissage, les évaluations et faire entendre la voix des réfugiés. Le programme soutient le développement de cartes d'acteurs locaux qui fournissent une vue d'ensemble des parties prenantes au niveau national et au niveau de la zone d'installation.
- **OpenStreetMap Ouganda** utilise des données de localisation pour informer et plaider en faveur de l'autonomisation locale. Établie en 2019, l'organisation utilise un réseau de bénévoles de la communauté pour enregistrer les points de données de la communauté. Ils ont signé des protocoles d'accord avec chacun des 46 comtés de l'Ouganda, renforçant la capacité ascendante des communautés à saisir numériquement les géocaches des lieux importants.
- Le programme **Accélérateur de coalitions locales (LCA, Local Coalition Accelerator) en Ouganda** est une coalition de 14 organisations locales et nationales en Ouganda qui co-conçoivent et mettent en œuvre des solutions locales pour répondre à des problèmes systémiques et multisectoriels.
- Le **groupe de travail Charte pour le changement en Ouganda** prône le changement dans la structure de l'aide humanitaire et du développement, en encourageant les approches locales et en créant des opportunités de partage des connaissances, de croissance et de mise en réseau entre les acteurs locaux.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Les connaissances locales sont indispensables à la réalisation de cartes précises et à jour, et la co-crédation de ces cartes peut aider les communautés à faire valoir leurs besoins. Les personnes savent exactement où se trouvent les ressources communautaires et quelles sont celles dont elles ont encore besoin. Et si les choses évoluent, ils savent comment mettre à jour la carte. OpenStreetMap Ouganda forme les communautés à la cartographie au moyen de logiciels libres pour permettre de trouver des solutions peu coûteuses et peu techniques pour remédier à l'obsolescence et à l'imprécision des cartes communales. Cela permet non seulement d'améliorer la qualité des cartes dans tout le pays, mais aussi de défendre les intérêts des communautés. Par exemple, lorsqu'OpenStreetMap Ouganda a formé des étudiants à la cartographie, ils ont découvert qu'un village ne disposait que de deux points d'eau, alors que les villages avoisinants en comptaient 12. Le fait de visualiser ces données a permis aux élèves d'aller militer en faveur d'un plus grand nombre de points d'eau dans ce village.

De la même manière, la cartographie communautaire a joué un rôle clé dans la restauration des terres d'un groupe minoritaire autochtone ougandais qui avait été déplacé contre son gré. Comme le gouvernement ne disposait d'aucun document sur leur terre ancestrale, OpenStreetMap Ouganda a formé les communautés autochtones à l'utilisation d'un logiciel de cartographie pour transposer leurs connaissances sur les limites des clans, les pâturages et les points de pêche en une carte claire qui a été utilisée pour leur restituer leurs terres.

PRÉSENTATEURS DE LA SESSION

- » **Kullein Ankunda**, Spécialiste de l'apprentissage, Réseau ougandais d'apprentissage, d'évidence, de responsabilité et de recherche, Response Innovation Lab
- » **Mehadere Fisseha**, Spécialiste de la gestion des programmes, Bureau de l'aide d'urgence et de la résilience, USAID/Éthiopie
- » **Ronald Tumusiime**, Responsable des programmes et des opérations, OpenStreetMap Ouganda
- » **Naomi Ayot Oyaro**, Coordinateur national du programme d'accélération des coalitions locales (LCA) en Ouganda et président du groupe de travail de la Charte pour le changement en Ouganda

En associant un système de cartographie à un organe de décision, il est possible de répondre efficacement aux chocs.

L'USAID Éthiopie dispose d'un groupe consultatif stratégique pour les situations d'urgence (SAGE) qui facilite la prise de décision rapide quant aux changements à apporter aux activités en cas de choc et qui implique des représentants des secteurs de l'humanitaire, du développement et de la paix dans tous les bureaux de la mission, y compris celui de la réception. Les réunions de coordination du SAGE traitent de ce qui se passe dans le pays et de la mesure dans laquelle il peut être nécessaire de répondre aux chocs actuels, y compris les épidémies liées à la santé, les sécheresses et les conflits. L'approche de SAGE vis-à-vis de la gestion de données précises et pertinentes pour éclairer la prise de décision continue d'évoluer. Alors que SAGE disposait initialement d'un contrat de soutien qui l'aidait à alimenter un tableau de bord avec les données des projets de l'USAID, celui-ci s'est avéré difficile à gérer. Il s'efforce à présent de revoir son système en utilisant davantage de données provenant de sources ouvertes, qui peuvent automatiquement alimenter sa base de données probantes. SAGE dispose également de cartes et d'une visibilité sur l'emplacement de toutes les activités de l'USAID, dans quel secteur et selon quel mandat, et sur celles qui disposent de modificateurs de crise qui peuvent ou non avoir été utilisés. Cela lui permet d'identifier la manière dont l'USAID doit répondre à ces chocs et de s'assurer que tout le monde est d'accord, réduisant ainsi l'impact du choc sur les programmes de développement.

Les cartes peuvent aider les donateurs et les partenaires de mise en œuvre à trouver les acteurs locaux. Une planification conjointe efficace et, plus généralement, une localisation, nécessitent l'identification et la participation de tous les acteurs. Cela est particulièrement important dans des contextes en perpétuelle évolution, comme les camps de réfugiés, où les acteurs locaux sont les mieux à même d'atteindre ceux pour qui les interventions programmatiques sont les plus nécessaires. U-Learn s'est concentré sur la réalisation de cartes d'acteurs en Ouganda, telles que la cartographie des acteurs au niveau de l'installation, qui fournit une vue d'ensemble des parties prenantes au niveau national et au niveau de l'installation au sein des installations de réfugiés. Pour ce faire, un stagiaire réfugié a été recruté pour collecter des informations auprès de la communauté des réfugiés, permettant ainsi d'identifier 400 acteurs sur une période de 6 mois. Ce qui a commencé comme un registre d'organisations actives dans les différents camps va bientôt se développer. U-Learn a engagé la branche locale de la Charte du changement pour (a) reprendre la gestion de ces cartes et (b) enrichir les informations des cartes en incluant des champs supplémentaires comme par exemple le poids de l'organisation, afin d'encourager et de permettre un engagement plus direct de la part des donateurs et autres organisations de financement.

RESSOURCES

- [Ressources U-Learn](#)
- [OpenStreetMaps Ouganda](#)



Utiliser la planification conjointe du travail pour améliorer la cohérence HDP

La planification conjointe du travail entre les partenaires de mise en œuvre, les gouvernements locaux, les partenaires et les parties prenantes contribue à l'alignement des activités et au soutien de la cohérence HDP. Lors de cette session de résolution de problèmes, des représentants de RLA et de l'IGAD ont partagé des exemples pratiques de défis auxquels ils ont été confrontés, la manière dont ils ont changé d'orientation et les leçons tirées de leurs expériences. Les exemples ont mis en évidence les expériences des praticiens dans l'alignement des plans de travail conjoints sur les objectifs à la fois du gouvernement et des missions de l'USAID/Kenya et de l'Afrique de l'Est. Les participants ont également réfléchi à leurs expériences individuelles, en définissant les pires scénarios d'un processus de planification conjointe et les moyens de les améliorer.

PRÉSENTATEURS DE LA SESSION

- » **Jim Flock**, Chef de partie, Activité d'apprentissage de la résilience
- » **Dr. Tesfaye Beshah**, Coordinateur du programme régional, Autorité intergouvernementale pour le développement

ACTIVITÉ PRÉSENTÉE

- **L'activité d'apprentissage sur la résilience (RLA)**, financée par USAID/Kenya et Afrique de l'Est dans le cadre du programme Feed the Future Kenya Livestock Market Systems Leader with Associates (Nourrir l'avenir au Kenya - Leader et Associés des systèmes de marché pour le bétail) et dirigée par ACIDI/VOCA, vise à renforcer les capacités de résilience et les programmes de résilience fondés sur des données probantes dans la Corne de l'Afrique.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Choisir un facilitateur impartial issu d'une organisation locale pour fixer des objectifs clairs qui répondent aux besoins de la communauté, afin de susciter la confiance et l'adhésion au processus de planification conjointe. Un leadership médiocre ou partial peut faire sombrer le processus de planification conjointe, mais un facilitateur neutre peut aider à faire passer les besoins de la communauté locale avant les priorités concurrentes des partenaires. De plus, un facilitateur indépendant, connecté au niveau local, peut contribuer à atténuer toute dynamique de pouvoir déséquilibrée entre les donateurs, les gouvernements locaux et les partenaires, et même entre les dirigeants communautaires et leurs électeurs. RLA, par exemple, avait initialement sollicité des consultants indépendants pour faciliter la planification conjointe, et ce avec un certain succès. Toutefois, la planification conjointe s'est considérablement améliorée dès lors qu'ils ont fait appel à des facilitateurs issus d'organisations locales entretenant des relations étroites avec la communauté et le gouvernement du comté. Leurs talents et leurs compétences personnelles ont permis d'ouvrir le dialogue et de dissiper les conflits entre partenaires et le manque de consensus. Cette approche a suscité l'intérêt des participants, car la plupart d'entre eux avaient fait l'expérience d'un manque d'objectifs communs de la part de parties prenantes travaillant dans un domaine similaire.



Développer un cadre pour que les partenaires soient tenus de respecter leurs engagements et leurs responsabilités.

Les participants ont soulevé l'importance de la responsabilité dans le cadre du processus de planification conjointe. Les parties prenantes doivent s'engager dans une planification préalable pour convenir d'un cadre, assurer la transparence, une compréhension partagée des objectifs communs et des rôles et responsabilités bien définis. Les partenaires doivent se mettre d'accord sur le modèle même du plan de travail conjoint et inclure les bonnes personnes au sein du processus.

Assurer une participation complète et inclusive des partenaires pertinents, notamment des partenaires locaux. Une planification conjointe efficace nécessite la présence des bonnes personnes dans la salle : celles qui possèdent l'expertise technique et locale appropriée, la représentation sectorielle et la capacité de prendre des décisions. Pour ce faire, il convient de cartographier les parties prenantes au cours de la phase de planification préalable, tout en veillant à ce que la phase de planification soit à la fois participative et représentative. Un engagement efficace des parties prenantes peut permettre d'atténuer les problèmes de mise en œuvre et de renforcer l'adhésion au processus, et peut également assurer que le plan de travail conjoint qui en résulte reflète les besoins des communautés. Il est essentiel que tous les partenaires comprennent ce que chacun a à offrir et où un renforcement des capacités peut s'avérer nécessaire afin d'exploiter au mieux les compétences et les ressources.

Rendre opérationnelle la planification conjointe sur le terrain

La planification conjointe nécessite une communication et une coordination efficaces au sein des organisations et avec les parties prenantes externes. Au cours de cette session, les participants ont exploré les moyens de créer les conditions nécessaires pour que les équipes de la région de la Grande Corne de l'Afrique puissent surmonter les cloisonnements internes et externes, travailler dans différents domaines techniques et se coordonner avec les parties prenantes externes de la même région, telles que le gouvernement, le secteur privé et d'autres organisations.

PRÉSENTATEURS DE LA SESSION

» **Christine Banga**, Consultante principale, Vision Quest, Kenya

ACTIVITÉ PRÉSENTÉE

- **Vision Quest** est un cabinet de conseil spécialisé dans le renforcement des systèmes régionaux, l'évaluation des programmes, la recherche et le développement des capacités en Afrique de l'Est, du Centre et de l'Ouest.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Veiller à ce que les avis de la communauté soient entendus au niveau du leadership. Dans l'idéal, la sollicitation de l'avis de la communauté comprendrait une forte participation du public. Mais lorsque cela n'est pas possible, le recours à des organismes représentatifs (emple : des projets pour lesquels des personnes et des organisations ont été consultées au niveau de la communauté) peut permettre d'élaborer un plan mieux informé. Plus important encore, ces organismes doivent être constamment présents tout au long du processus afin de soutenir au mieux la rétention des connaissances du processus de planification du travail conjoint, l'apprentissage de la gestion adaptative et le respect des engagements. Les processus participatifs qui recueillent des données cartographiées sur les communautés sont également utiles, en particulier au cours de la phase de planification préalable, pour identifier les parties prenantes, les partenaires du secteur privé et les partenaires de mise en œuvre qui travaillent avec différents donateurs et secteurs. Vision Quest, par exemple, initie ces processus participatifs en premier lieu au niveau du village, en obtenant un consensus au sein des villages et entre eux. Vision Quest fait ensuite remonter ces données au niveau du comté où, en utilisant l'assemblée du comté comme organe représentatif, ils valident les plans, allouent le budget et attribuent les fonds pour la mise en œuvre.

Partager le leadership et l'appropriation des plans de travail conjoints afin de maintenir le rythme des activités et de promouvoir le sens de la responsabilité collective et de la responsabilité individuelle. Si les gouvernements devraient idéalement être à la tête de ces efforts, il se peut qu'ils ne disposent pas de processus suffisamment rigoureux pour le faire, d'où l'importance d'une direction et d'une appropriation collectives. Les compétences interpersonnelles et le développement des relations peuvent aider à garantir que toutes les parties s'acquittent de leurs responsabilités convenues et sont sensibles à la responsabilité commune. Les partenaires doivent également se montrer responsables de l'effort consenti et de ce qu'ils se sont engagés à dépenser. De plus, si les cycles de planification non synchronisés peuvent compliquer le travail entre les acteurs, le suivi, l'établissement de rapports et l'apprentissage conjoints peuvent être utiles, en particulier lorsque les contributions et les priorités de la communauté sont alignées. Ces priorités peuvent être alignées par le biais de diverses méthodes, notamment des groupes de travail sectoriels qui se concentrent sur la coordination des investissements et des interventions dans les secteurs clés.

Maintenir la transparence et la flexibilité du budget pour une planification conjointe efficace. Les projets essentiels sont définis à un niveau élevé et doivent correspondre aux divers besoins de la communauté, ce qui exige une certaine souplesse de la part des planificateurs conjoints. La planification budgétaire, la transparence des augmentations d'investissement et l'investissement dans les secteurs clés sont importants. La phase de planification préalable doit prendre en compte les ressources dont les partenaires disposent et déterminer s'ils ont d'ores et déjà mis en place des plans et des échéanciers communs. Les partenaires doivent également s'engager à céder certaines ressources pour financer les activités conjointes. Si les budgets peuvent être contraignants, les partenaires doivent bien trouver des ressources quelque part, et ce même au niveau politique. Bien que Vision Quest ait constaté que le gouvernement était disposé à négocier le budget, cela dépend en grande partie de la confiance établie lors de la phase de planification préalable et des relations solides établies avec les homologues du gouvernement. Les partenaires peuvent mener des tables rondes pendant la phase de co-création afin d'aligner et de réaligner les priorités, les ressources et les budgets.

Collecter les données adéquates pour une planification conjointe efficace. Les données sont fondamentales pour identifier les priorités, même au-delà du niveau gouvernemental. Les plans conjoints doivent être fondés sur les données probantes et les résultats, avec une planification, un suivi et une mise en œuvre consécutifs. Les planificateurs conjoints doivent également tenir compte de la différence entre les visites d'observation sur le terrain et les indicateurs mesurés. Les plans conjoints requièrent des systèmes de suivi conjoints, car les activités non suivies ne seront pas mises en œuvre à l'avenir, dans la mesure où les partenaires ne peuvent pas investir dans un projet sans preuves et sans cadre de responsabilité.

Impliquer le secteur privé. La phase de planification préalable peut être utilisée pour identifier les partenaires du secteur privé qui seront inclus dans le processus de planification conjointe. D'après l'expérience de Vision Quest, les entreprises ont une responsabilité sociale et peuvent être encouragées à participer si elles peuvent identifier des opportunités où il est rentable de s'impliquer. Dans certains cas, les entreprises peuvent avoir une branche à but non lucratif qui peut être directement engagée.

Veiller à ce que les partenaires s'engagent continuellement dans le processus de planification conjointe. Les partenaires doivent définir une stratégie d'intégration dès le début du processus de planification préalable. Pour Vision Quest, la présence et la continuité des partenaires, en particulier au sein du gouvernement du comté, ont facilité le processus de planification conjointe, si déterminant pour sa réussite. La position de Vision Quest en tant qu'organisation locale a été déterminante dans la facilitation de ce processus suite à l'échec des premières tentatives menées par des consultants externes.



Centrer les connaissances locales sur la cohérence entre humanitaire, développement et paix (HDP)

Centrer les connaissances locales est essentiel pour renforcer la résilience et améliorer durablement la sécurité alimentaire. Cette session a reconnu que la cohérence HDP est une notion d'assistance et a examiné comment les approches de programmation peuvent être séquencées, superposées et intégrées au mieux pour répondre efficacement aux besoins des communautés, de manière à centrer les connaissances locales et à adopter un développement dirigé par les communautés. Au cours de cette session, les participants ont exploré les stratégies productives et les obstacles qui entravent l'intégration des connaissances locales dans la conception et la mise en œuvre des mesures d'aide humanitaire, d'aide au développement et d'aide à la paix. Des représentants d'organisations locales et internationales travaillant dans la Corne de l'Afrique ont souligné le rôle essentiel joué par les connaissances locales dans leur propre travail, en identifiant des pratiques solides et adaptables que les responsables de la mise en œuvre peuvent utiliser.

ACTIVITÉS PRÉSENTÉES

- **Biruh Tesfa** est un projet financé par l'USAID dans le cadre de l'activité Livelihoods for Resilience (L4R) menée par CARE en collaboration avec les partenaires REST et SNV dans la région du Tigré en Éthiopie. Le projet a pour but de soutenir l'agriculture, le rétablissement économique et la sécurité alimentaire des communautés touchées par le conflit. Leur expérience a mis en évidence une réorientation plus efficace vers l'aide humanitaire grâce aux bases solides que les partenaires locaux avaient mises en place avec les communautés, ainsi qu'en privilégiant les connaissances locales pour prendre des décisions de conception localisées pour la superposition de la réponse humanitaire.
- Le **Mouvement pour le développement mené par les communautés (MCLD)** habilite les communautés à prendre en charge leur propre développement, en reconnaissant que les individus ont le droit d'être impliqués dans la prise de décisions qui affectent leur propre vie. Avec 75 membres dans le monde et plus de 1 500 branches communautaires et nationales à travers l'Afrique, les Amériques et l'Europe, le MCLD œuvre pour faciliter l'action collective et redonner le pouvoir aux communautés touchées.
- L'**organisation locale de la communauté durable (LOSCO, Local Sustainable Community Organization)** est une organisation ougandaise qui œuvre à la promotion de la transformation de la communauté par le biais de partenariats et de réseaux avec d'autres organisations non gouvernementales (ONG) et agences gouvernementales qui partagent les mêmes principes. Ces organisations visent à créer un changement positif en impliquant les membres de la communauté, en stimulant le leadership local et en promouvant des pratiques durables.
- **Pathways to Resilience (P2R)** est une activité de sécurité alimentaire d'urgence financée par l'USAID/BHA et dirigée par les Services de secours catholiques (CRS) au Soudan du Sud. L'activité traite des multiples défis auxquels sont confrontées les communautés touchées par les conflits, les déplacements et l'insécurité alimentaire, avec comme objectif premier de renforcer la résilience et de permettre aux communautés de faire face aux chocs et de se rétablir après les crises. Le fait d'axer les connaissances locales sur l'approche du programme et sur l'engagement de son propre personnel a permis d'identifier une approche programmatique supplémentaire intégrée au programme de sécurité alimentaire d'urgence, en y ajoutant des projets de connexion communautaire et des services d'orientation pour le traitement des traumatismes et l'aide psychosociale.

PRÉSENTATEURS DE LA SESSION

- » **Yikunoamlak Teklebirhan**, Responsable de programme, Biruh Tesfa, CARE
- » **Abreha Gebremariam**, Expert en agroalimentaire et en marketing, Biruh Tesfa, SNV
- » **Gunjan Veda**, Directrice, Recherche collaborative, politique et pratique, Mouvement pour le développement mené par la communauté (The Movement for Community-led Development)
- » **Taremwa Albert**, Directeur exécutif, organisation locale de la communauté durable
- » **David Malual Kuany**, Responsable de programme pour la cohésion sociale, Pathways to Resilience, Services de secours catholiques
- » **Stellah Nyaga**, Responsable de programme, Renforcement des capacités des communautés dans les contextes fragiles (C4FC), World Vision

- **Renforcement des capacités des communautés dans les contextes fragiles (C4FC, Community-led Capacity Strengthening for Fragile Contexts)** est une activité de renforcement des capacités mise en œuvre par World Vision (WV) dans le cadre d'un consortium de cinq agences internationales : WV Somalie (dirigé par SomReP), WV Soudan, WV Soudan du Sud, CARE Somalie (également membre de SomReP), et l'Université de Sada (Somalie). En travaillant avec 31 organisations locales de Somalie, du Soudan et du Soudan du Sud, C4FC promeut le développement communautaire dans des contextes fragiles. La méthodologie est axée sur la connaissance locale des risques spécifiques et contextuels, qui sert de fondement aux plans d'adaptation communautaires.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

La création de réseaux de partenaires locaux et la collaboration étroite avec les communautés avant une crise sont essentielles pour l'accès à l'aide humanitaire, la coordination locale et la conception d'actions adaptées au contexte. Les communautés doivent cartographier leurs ressources avant le début de la crise et les acteurs de l'aide doivent les intégrer dans la conception des programmes. En Éthiopie, les ONG locales et les membres de la communauté ont joué un rôle de premier plan dans l'identification des ménages à cibler pour les interventions humanitaires de Biruh Tesfa. Parallèlement, le personnel local a été essentiel à l'évaluation continue des conflits et autres dynamiques, ce qui a permis d'opérer des réorientations rapides.

Les communautés doivent être impliquées dans la cocréation des programmes, de manière à s'assurer qu'ils sont fondés sur les connaissances locales et qu'ils jouissent de la confiance des communautés cibles. Les partenaires doivent être multisectoriels dans leur réponse aux crises et utiliser le développement communautaire pour sortir des cloisonnements, en s'appuyant sur l'expertise locale pour la mise en œuvre des programmes. Par exemple, au Soudan du Sud, le CRS a perçu la volonté des communautés divisées de résoudre le conflit entre elles et a soutenu ce processus par le biais du projet Connector. Désormais, les communautés s'approprient pleinement ce projet, le mettent en œuvre et le protègent elles-mêmes. Le travail continu du CRS au Soudan du Sud soutient les institutions locales et les initiatives menées par les communautés. Le programme se concentre également sur le renforcement des capacités locales, y compris les organisations communautaires et les structures gouvernementales locales, afin de répondre efficacement aux crises et de promouvoir le développement durable.

Les outils et les processus doivent être structurés dès le départ pour prioriser les connaissances locales. Par exemple, les plans communautaires de réduction des risques de catastrophes peuvent servir de base à la conception de modérateurs de crise et les méthodes d'étude qualitative, telles que les consultations communautaires, peuvent contribuer à mettre en avant les connaissances locales. Les participants ont notamment appelé à une plus grande flexibilité au niveau des approches, décrivant la nécessité de réexaminer le lexique, la dynamique du pouvoir et la perception des connaissances locales.

Le séquençage, la superposition et l'intégration des efforts deviennent plus significatifs et plus efficaces lorsqu'ils sont guidés par les connaissances locales. L'engagement intentionnel des parties prenantes locales et la mise à profit de leurs connaissances pour informer les efforts de SLI permettent non seulement d'améliorer la pertinence et la durabilité des interventions, mais aussi de stimuler un sentiment d'appropriation et d'autonomisation au sein de la population locale. Cela permet de tisser des liens profonds avec la communauté, d'instaurer la confiance et de faciliter une collaboration significative. Le respect des traditions et des systèmes de connaissances locaux est essentiel à la réussite de la mise en œuvre des programmes. Il permet de s'assurer que les interventions sont culturellement adaptées, évitant ainsi des conséquences inattendues. Grâce à la valorisation et à l'intégration des connaissances locales, les programmes peuvent puiser dans la sagesse collective de la communauté, en mettant à profit ses perspectives et ses expériences pour susciter des changements positifs.

RESSOURCES

- [Outil d'évaluation du développement mené par la communauté](#)
- [Guide du projet Connector du CRS](#)

SLI pour une sécurité de l'eau plus adaptée aux situations de crise

Les crises telles que les périodes de sécheresse qui s'installent lentement ou les mouvements rapides de population posent de graves problèmes pour la sécurité de l'eau dans l'immédiat et à plus long terme, ainsi que pour d'autres facteurs essentiels de la sécurité alimentaire. Cette session a exploré comment le fait de séquencer, de superposer et d'intégrer une variété d'approches de la sécurité de l'eau se renforçant mutuellement (réhabilitation des points d'eau, adaptation des systèmes de paiement et renforcement de la gestion des ressources naturelles) peut renforcer la résilience aux chocs et aux facteurs de stress. Les participants ont réfléchi à des stratégies pratiques et à des catalyseurs essentiels pour aligner la programmation liée au développement et celle liée à la sécurité de l'eau dans les situations d'urgence afin de répondre aux besoins immédiats et à long terme des ménages et des communautés (stationnaires, déplacées ou migrantes) confrontés à des crises récurrentes et à l'insécurité alimentaire. Les participants ont également identifié des pratiques prometteuses qui facilitent une collaboration efficace pour faire avancer un agenda commun pour la sécurité de l'eau.

PRÉSENTATEURS DE LA SESSION

- » **Mohamoud Duale**, Directeur exécutif, Taakulo
- » **Styvers Kathuni**, Représentant du Kenya, Millennium Water Alliance

ACTIVITÉS PRÉSENTÉES

- **L'Alliance du millénaire pour l'eau (MWA)** est une coalition d'organisations humanitaires, de recherche et d'entreprises dont l'objectif commun est d'améliorer l'accès à l'eau et l'assainissement dans le monde. Ce qui distingue la MWA, c'est son intégration efficace et la promotion de la cohérence HDP, en alignant et en coordonnant les efforts entre les secteurs de l'humanitaire, du développement et de la paix pour obtenir des résultats durables.
- **Taakulo** est une ONG qui opère au Somaliland, en Somalie et dans la région somalienne de l'Éthiopie. Elle a pour mission de soutenir les initiatives humanitaires, de développement et de paix dans la région. Taakulo combine des efforts de sensibilité aux conflits avec des interventions d'aide à l'eau pour traiter les défis complexes provoqués par les sécheresses récurrentes et les conflits autour des ressources en eau. L'organisation travaille également avec les acteurs locaux pour assurer la durabilité à long terme, notamment en formant la communauté et le gouvernement aux matériaux de construction durables et à l'entretien des infrastructures, qui sont ensuite remises sous leur contrôle.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Définir délibérément la logique du SLI en relation avec les chocs et les facteurs de stress afin d'améliorer les approches et les résultats en matière de sécurité de l'eau. Il est indispensable de mettre en relation, de manière délibérée, les stratégies de programmation de l'eau dans l'ensemble des approches humanitaires et de développement afin de réduire les facteurs de risque en prévision des chocs, de faciliter l'adaptation et le rétablissement et, en fin de compte, de permettre aux systèmes locaux de réagir de manière plus efficace, indépendante et durable à long terme. Lorsqu'on examine les différents objectifs de l'eau (utilisation productive, consommation sans danger ou protection des ressources environnementales), les stratégies des programmes singuliers peuvent se renforcer mutuellement lorsqu'elles sont intentionnellement séquencées, superposées et intégrées. La prise en compte des chocs et des facteurs de stress tels que la sécheresse, les inondations et les conflits renforce encore l'importance des stratégies de sécurité de l'eau dans le cadre du SLI.

Au Kenya, les investissements de MWA ont renforcé les capacités des fournisseurs de services d'eau locaux (y compris la technologie, la gestion de l'information, les relations avec les consommateurs et la planification des modèles d'entreprise) tout en renforçant les cadres de gouvernance locaux pour les services d'eau. Lorsque les périodes de sécheresse ont entraîné une augmentation de la demande d'approvisionnement en eau auprès de sources extérieures, le renfort des cadres de gouvernance locale et des capacités des fournisseurs de services d'eau a permis de mettre rapidement en place des interventions supplémentaires (bons pour de l'eau, suivi) par l'intermédiaire des fournisseurs de services locaux. Ces interventions ont renforcé plutôt que supplanté leur système, tout en répondant aux besoins immédiats en eau.

Prioriser les investissements à long terme qui traitent des problèmes systémiques et favorisent la collaboration entre de multiples acteurs, créant ainsi une plateforme pour une réponse et une adaptation collectives aux chocs. Les investissements à long terme aident à créer des solutions durables qui peuvent relever les défis futurs. Lorsque des cadres de collaboration sont mis en place pendant une situation d'urgence, il est souvent difficile de les maintenir dans la période qui suit la sécheresse, ce qui compromet les possibilités de renforcer la résilience en prévision de la prochaine sécheresse. En s'attaquant aux problèmes systémiques et en renforçant la collaboration actuelle entre les différents acteurs, les investissements dans la sécurité de l'eau, parmi beaucoup d'autres, peuvent mieux se conformer aux chocs et contribuer à des solutions durables. Le partage des données, la planification conjointe de la gestion des ressources en eau, la modélisation prédictive pour une planification adaptée au climat et l'alerte précoce, ainsi que les mécanismes d'intégration des connaissances locales sont autant d'éléments qui améliorent la préparation aux chocs et le succès de la réponse. Le partage d'informations à plusieurs échelles est particulièrement important. Les partenaires de mise en œuvre doivent également reconnaître que des efforts proactifs doivent être entrepris même lorsque des défis spécifiques n'affectent pas encore les populations, car cela crée une plate-forme pour une réponse et une adaptation collectives aux chocs et incertitudes futurs.

Établir une vision commune, à long terme, pour les zones définies, qui dépasse les objectifs immédiats de l'approvisionnement en eau et de la gestion de l'eau. Les collaborateurs doivent avoir une vision commune et pluriannuelle de l'amélioration de la sécurité de l'eau, qui inclut la planification des chocs et des facteurs de stress. Cela peut aider à identifier les interventions qui doivent être adaptées, comme l'accès à l'eau d'urgence, les systèmes à usages multiples pour l'approvisionnement en eau, l'hygiène et l'assainissement, et la gestion des ressources en eau, et la manière dont elles peuvent se renforcer mutuellement en cas de risques majeurs. Cette vision permet d'orienter la répartition des ressources, d'améliorer la coordination et de promouvoir le bien-être à long terme de la population desservie. La superposition et l'intégration sont particulièrement essentielles pour la sécurité de l'eau dans les contextes de sécheresse.

RESSOURCES

- [Note technique de l'USAID sur la cohérence entre humanitaire et développement dans les programmes WASH et de gestion des ressources en eau](#)
- [Fiche technique de l'USAID sur le changement du comportement social vis-à-vis de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène \(WASH\)](#)
- [Stratégie globale des États-Unis pour l'eau 2022-2027](#)

Intégrer la sensibilité aux conflits et la consolidation de la paix dans la réponse aux crises alimentaires

L'opérationnalisation du « P » dans le nexus HDP peut être un défi dans les interventions de sécurité alimentaire. Cette session a abordé les leçons et les stratégies d'intégration de la sensibilité aux conflits et de la consolidation de la paix dans les activités de développement et de sécurité alimentaire humanitaire dans la Corne de l'Afrique. Les participants ont discuté de modèles pratiques pour l'évaluation, la mise en œuvre et le suivi d'interventions sensibles aux conflits et ont partagé des exemples d'approches émergentes.

ACTIVITÉS PRÉSENTÉES

- **Nile Hope** est une ONG qui s'attaque aux défis auxquels sont confrontées les communautés dans les zones touchées par le conflit et l'insécurité alimentaire de la région du Haut-Nil au Soudan du Sud. Elle se concentre sur la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance, la nutrition, la consolidation de la paix, la protection, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), ainsi que sur l'autonomisation des jeunes. Grâce à son approche globale et à son engagement en faveur de la cohérence HDP, Nile Hope entend répondre aux besoins immédiats des communautés touchées par le conflit tout en favorisant le développement et la paix à long terme.
- Le **Programme pour le développement de l'Est du Congo (P-DEC)** est une activité de développement financée par l'USAID et menée par Mercy Corps dans la région de l'Est du Congo. Le P-DEC collabore avec les communautés locales pour mobiliser et prévenir les conflits, en adoptant une stratégie multiple qui combine l'implication des communautés, l'amélioration de la gouvernance et l'assistance économique pour traiter les causes sous-jacentes des conflits.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Intégrer la consolidation de la paix dans la mise en œuvre des programmes. Il est impératif d'évaluer la manière dont les activités du programme s'alignent sur les principes et les objectifs de la consolidation de la paix, en tenant compte de leur nature interdépendante. Veiller à ce que les initiatives de sécurité alimentaire et de consolidation de la paix soient intrinsèquement liées contribue à la stabilité et au bien-être des communautés. Plutôt que de constituer un effort isolé, la consolidation de la paix devrait être un élément fondamental intégré dans la conception et l'exécution du programme. En allouant des ressources et des efforts pour promouvoir la paix, les programmes jouent un rôle dans la construction de communautés résilientes et durables. Cela implique de s'attaquer aux causes profondes du conflit, d'encourager le dialogue et la réconciliation, et de maintenir des relations fondées sur la confiance et la compréhension mutuelle, tout en respectant le principe de responsabilité. Pour promouvoir la paix et minimiser les dommages, il est essentiel de soutenir et de renforcer les parties prenantes locales. La collaboration avec les organisations locales, les dirigeants communautaires et les parties prenantes pertinentes renforce l'efficacité des initiatives de consolidation de la paix. L'autonomisation de ces acteurs permet aux programmes de tirer parti de leurs connaissances, de leurs réseaux et de leur expertise à l'échelle locale, qui sont indispensables à la promotion d'une paix durable. Cette collaboration permet non seulement d'adopter une approche plus holistique, mais aussi de renforcer le sentiment d'appartenance de la communauté et de créer des capacités durables en matière de consolidation de la paix. Les participants à la session ont insisté sur la nécessité pour les responsables de la mise en œuvre d'étendre leurs pratiques sensibles aux conflits afin de renforcer les capacités de paix locales, en mettant l'accent sur l'importance de la co-création communautaire, des partenariats et du partage des connaissances pour soutenir le rétablissement des systèmes alimentaires.

PRÉSENTATEURS DE LA SESSION

- » **Tut Gatkek**, Coordinateur de la consolidation de la paix, Nile Hope
- » **Kizito Fernando Muhindo**, Responsable des systèmes de marché et de l'engagement du secteur privé, Programme pour le développement de la consolidation de la paix dans l'est du Congo, Mercy Corps
- » **Josue Bagaya**, Responsable de MEL, Programme pour le développement de la consolidation de la paix dans l'est du Congo, Mercy Corps

Intégrer des approches de transformation du genre et de traitement des traumatismes dans les efforts de consolidation de la paix. Lors de la mise en œuvre d'efforts de consolidation de la paix globaux et inclusifs, il est indispensable d'intégrer de manière transparente des approches de transformation du genre et des stratégies de traitement des traumatismes. Cette approche multidimensionnelle tient compte de la nature complexe des crises alimentaires et de leurs effets variables sur les individus, tout en accordant une attention particulière à la vulnérabilité des femmes et des jeunes filles, qui sont souvent touchées de manière disproportionnée par de telles circonstances.

Pour que les initiatives de consolidation de la paix soient à la fois efficaces et équitables, la sensibilité au genre doit être au cœur de l'approche, et ce dès le début du programme. Cela suppose d'impliquer activement les communautés, non seulement pour éviter la marginalisation de certains groupes, mais aussi pour réduire le potentiel que représente la montée en puissance des conflits. La mise en place de comités de ciblage inclusifs et la mise en œuvre d'interventions destinées à susciter un changement de comportement social sont des outils indispensables, car ils fournissent un cadre permettant de promouvoir la compréhension et la coopération entre les différents membres de la communauté. De plus, les responsables de la mise en œuvre doivent traiter le traumatisme généralisé qui persiste souvent à la suite d'un conflit, en fournissant un soutien psychosocial et des programmes de traitement des traumatismes aux côtés des communautés locales. Cette approche reconnaît que la guérison n'est pas seulement un processus collectif, mais aussi un processus très personnel. En s'attaquant aux cicatrices psychologiques causées par les conflits, il devient possible de créer une base solide pour une paix durable. L'accent mis sur le parcours de guérison de l'individu souligne la nécessité d'une approche globale de la consolidation de la paix, une approche qui englobe le bien-être émotionnel et la résilience des communautés touchées par le conflit.

La paix se construit de l'intérieur. L'autonomisation des champions de la paix locaux et la collaboration avec les organismes locaux, les dirigeants communautaires et les parties prenantes constituent les fondements d'une approche holistique de l'intégration de la paix. Cette intégration dépasse les frontières traditionnelles pour englober les dimensions de la paix à petite et à grande échelle. En tirant parti de leurs connaissances, de leurs réseaux et de leur expertise à l'échelle locale, les programmes peuvent faire avancer durablement la paix, en associant la sécurité alimentaire et les efforts de consolidation de la paix de manière harmonieuse. Outre cela, il est indispensable de donner la priorité à la co-création communautaire, aux partenariats et aux connaissances, car la collaboration avec les parties prenantes locales renforce les efforts de promotion de la paix, en créant des communautés durables et responsables et en soutenant le rétablissement du système alimentaire.

Dans les régions sujettes aux conflits, l'analyse stratégique devient primordiale. Dans ce cas, il est essentiel de lier la consolidation de la paix à la mise en œuvre du programme. Une évaluation rigoureuse de la façon dont les activités du programme s'alignent sur les principes de la consolidation de la paix améliore le bien-être de la communauté et la stabilité de manière générale. Qui plus est, l'intégration active de la paix n'est pas une entité isolée, mais un élément constant de la conception du programme. En allouant des ressources pour traiter les questions centrales du conflit, encourager le dialogue et établir des relations de confiance, les responsables de la mise en œuvre garantissent une approche globale qui cultive des communautés résilientes soutenues par la responsabilisation.

Tout en œuvrant pour la paix et le rétablissement des systèmes alimentaires, il est primordial de renforcer les capacités de consolidation de la paix. Au-delà de la sensibilité aux conflits, les responsables de la mise en œuvre doivent donner la priorité à la co-création communautaire, aux partenariats et à l'échange de connaissances. Ces actions ne soutiennent pas seulement la promotion de la paix, mais facilitent également le rétablissement des systèmes alimentaires, garantissant ainsi un avenir plus sûr et plus harmonieux.

RESSOURCES

- [Intégrer la sensibilité aux conflits dans les programmes de sécurité alimentaire](#)
- [Nourrir l'avenir et l'intégration des conflits : Une boîte à outils pour la programmation](#)

Séquencement, superposition et intégration pour des moyens de subsistance résilients en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle

PRÉSENTATEURS DE LA SESSION

» **Hussein Noor Abdille**, Chef de partie, USAID Nawiri, Mercy Corps

Des investissements de programmation superposés et séquencés peuvent améliorer les moyens de subsistance variés en fonction des facteurs de risque dans la Grande Corne de l'Afrique. Par le biais de travaux de groupe et de réflexions individuelles, cette session a exploré les facteurs qui contribuent à la construction de moyens de subsistance résilients pour la sécurité alimentaire, en évaluant quelle combinaison de capacités de résilience répond le mieux aux besoins, aux rôles et aux responsabilités des différents membres du ménage lorsqu'ils sont ciblés pour des interventions. Les participants ont discuté de la manière d'aborder des cibles et des résultats multiples par le biais d'un séquençage, d'une superposition et d'une intégration afin de renforcer les ressources, les relations et les capacités pour des moyens de subsistance résilients et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

ACTIVITÉ PRÉSENTÉE

- **USAID Nawiri** est une activité de résilience et de sécurité alimentaire (RFSA) financée par USAID/BHA et menée par Mercy Corps dans les comtés de Samburu et Turkana, au Kenya. L'initiative séquence, superpose et intègre des interventions adaptées au contexte visant à traiter la malnutrition aiguë persistante dans les régions arides et semi-arides sujettes aux crises.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Adopter une approche stratégique et coordonnée afin que les initiatives humanitaires, de développement et de paix puissent travailler en harmonie et avoir un impact durable. L'application d'un cadre HDP dans la programmation par zone facilite la coordination, la collaboration et la planification conjointe, créant ainsi un environnement propice au SLI entre les différents secteurs, niveaux et acteurs. Les participants ougandais ont expliqué comment ils collaborent avec les gouvernements et les différentes initiatives visant à renforcer les interventions liées à la malnutrition et à la protection. La pandémie COVID-19 a marqué un tournant pour de nombreux responsables de la mise en œuvre, et les participants ont fait part de la manière dont la délégation croissante de la prise de décision s'est traduite par une plus grande implication des communautés dans la planification des programmes, des réponses plus rapides de la part des gouvernements, des politiques plus contextualisées, des mécanismes de coordination améliorés et une aide plus importante pour les communautés. Au Kenya, l'USAID Nawiri travaille avec les gouvernements des comtés pour soutenir ce processus. En réponse à la hausse des prix des denrées alimentaires et à la détérioration des moyens de subsistance, en particulier pour les pasteurs, les responsables de la mise en œuvre au Kenya travaillent également avec différents secteurs et acteurs pour intégrer les interventions relatives à l'élevage dans les actions de santé et de nutrition. Pour assurer la cohérence HDP, il est essentiel de séquencer judicieusement les interventions afin de répondre aux besoins immédiats tout en jetant les bases d'un développement durable à long terme. Les responsables de la mise en œuvre doivent superposer les différents éléments du programme, tels que le soutien aux moyens de subsistance, la résolution des conflits et les activités de consolidation de la paix, afin de créer un effet de synergie.

Adapter les modèles de subsistance afin de les adapter à des circonstances changeantes. Les responsables de la mise en œuvre en Ouganda ont fait part de la manière dont le changement climatique, la montée en puissance des conflits, les épidémies et les maladies ont perturbé la productivité, entraîné un afflux de réfugiés et accentué l'exode rural, en particulier chez les jeunes. Cela a eu un impact considérable sur les moyens de subsistance, et les responsables de la mise en œuvre se sont adaptés en se concentrant sur les opportunités non agricoles. En Somalie, les responsables de la mise en œuvre se sont associés à des établissements d'enseignement et de formation techniques et professionnels pour soutenir les migrants qui cherchent de nouveaux moyens de subsistance et ont travaillé en étroite collaboration avec des ONG locales pour accéder à des zones difficiles d'accès particulièrement touchées par l'insécurité. Grâce à la collaboration avec les institutions locales et à l'adaptation des modèles de subsistance pour la mobilité (y compris transfrontalière), les responsables de la mise en œuvre s'attaquent à l'insécurité alimentaire et aux facteurs de conflit. Les participants ont insisté sur l'importance de la superposition des programmes de protection et de lutte contre la malnutrition, de la numérisation et de la collaboration avec les acteurs du secteur privé, les gouvernements et les initiatives de recherche en tant qu'adaptations essentielles.

Comprendre que les crises affectent différemment chacun des membres du ménage. Les femmes, les hommes et les jeunes sont tous confrontés à des défis uniques et les responsables de la mise en œuvre doivent y répondre par une programmation nuancée et ciblée. Les stratégies relatives aux moyens de subsistance devraient englober à la fois les défis et les opportunités, y compris en ce qui concerne l'habilitation de groupes spécifiques et la réalisation d'objectifs spécifiques. Les femmes, par exemple, sont touchées par les crises de différentes manières et adaptent leurs stratégies de subsistance pour y faire face. En RDC, les femmes entreprennent de plus en plus d'activités économiques différentes pour nourrir leur famille, comme par exemple les petits commerces, et les responsables de la mise en œuvre se sont adaptés en soutenant le renforcement des capacités de commercialisation des entreprises pour les femmes. Le Soudan du Sud a connu une recrudescence de la violence basée sur le genre ainsi qu'une pression accrue sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, ce qui a incité les responsables de la mise en œuvre à intégrer des approches de transformation du genre dans leur programmation. De plus, la localisation des ressources communautaires pour les modèles de subsistance est nécessaire pour tenir compte des différences dans les rôles des ménages.

Intégrer la cohésion sociale et la sensibilité aux conflits dans les interventions relatives aux moyens de subsistance. Les participants actifs en RDC ont discuté de la manière dont les jeunes réagissent et contribuent au conflit, où ils sont de plus en plus nombreux à exploiter les ressources des réserves naturelles et à rejoindre des groupes armés. Les responsables de la mise en œuvre ont ciblé les jeunes pour des interventions de renforcement des compétences, les poussant ainsi vers des activités de subsistance qui ne sont pas susceptibles d'exacerber les conflits. En combinant ces formations avec des interventions de cohésion sociale, les communautés observent aujourd'hui une nette augmentation de la participation des jeunes aux réunions communautaires, auxquelles ils ne participaient que rarement auparavant. En intégrant des éléments de sensibilité aux conflits dans les programmes relatifs aux moyens de subsistance, les responsables de la mise en œuvre peuvent garantir de meilleurs résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition tout en promouvant la cohésion sociale et la résolution des conflits.

RESSOURCES

- « Sécheresse au Kenya : Les éleveurs souffrent malgré les millions de dollars investis pour les protéger. Qu'est-ce qui a mal tourné ? », [The Conversation](#)



Exploiter les avantages du partage des données dans le cadre de l'humanitaire, du développement et de la paix : perspectives de l'Éthiopie

Le partage des données au sein des organisations, des programmes et des activités peut avoir des effets transformateurs, en améliorant la coordination et la mise en œuvre de diverses interventions. Lors de cette session, trois partenaires de mise en œuvre en Éthiopie ont discuté de leurs expériences concernant le partage de données entre les piliers du programme du HDP. Ce qui a commencé comme un simple échange de courriels entre le Programme conjoint d'opérations d'urgence (JEOP), l'Ifaa et Renforcer les institutions et la résilience du PSNP5 (SPIR II) a débouché sur une collaboration approfondie et à plus long terme, en collectant des données sur la résilience par le biais de l'approche MIRA (Analyse de résilience à intervalle mensuel). Les participants à la session ont également réfléchi aux succès et aux obstacles rencontrés dans l'approfondissement de la collaboration, aux valeurs entourant le partage des données, et ont exploré les prochaines étapes potentielles pour améliorer le partage des données au sein de leurs organisations.

PRÉSENTATEURS DE LA SESSION

- » **Greg Makabila**, Chef de parti adjoint, Ifaa, Services de secours catholiques
- » **Ashenafi Alemu**, Responsable de programme, alerte précoce et réduction des risques, Programme conjoint d'opérations d'urgence, Services de secours catholiques
- » **Retta Gudisa**, Responsable du suivi et de l'évaluation, Renforcer les institutions et la résilience du PSNP5, World Vision

ACTIVITÉS PRÉSENTÉES

- **L'Ifaa** est une RFSA financée par USAID/BHA et dirigée par CRS dans la région d'Oromia en Éthiopie. L'Ifaa vise à améliorer la sécurité alimentaire des ménages à risque dans les communautés ciblées par le programme de filet de sécurité productif (PSNP), contribuant ainsi à une réduction durable de la pauvreté rurale dans l'Oromia.
- **Le programme d'opérations d'urgence conjointes (JEOP)** est un consortium de sécurité alimentaire à grande échelle financé par USAID/BHA et dirigé par CRS en collaboration avec le gouvernement de l'Éthiopie. Il a pour but de répondre aux besoins aigus en matière d'insécurité alimentaire d'environ 8,5 millions de personnes en Éthiopie.
- **Renforcer les institutions et la résilience du PSNP5 (SPIR II)** est une RFSA financée par USAID/BHA et dirigée par World Vision dans les régions d'Amhara et d'Oromia en Éthiopie. SPIR II soutient la mise en œuvre de la cinquième phase du programme de filets de sécurité productifs de l'Éthiopie (PSNP5), en fournissant une programmation du modèle de graduation supplémentaire par le biais d'activités complémentaires liées aux moyens de subsistance, à la nutrition et à la résilience climatique, qui sont sensibles à la dimension de genre.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Le travail dans des domaines de mise en œuvre qui se chevauchent et le suivi d'indicateurs communs favorisent un partage efficace des données. Lorsque des organisations opèrent dans les mêmes zones géographiques et collectent des données sur des indicateurs similaires, cela crée des possibilités de collaboration et de partage des données. Dans les domaines de mise en œuvre qui se chevauchent, le partage des données entre les différentes activités améliore la qualité des données, le partage des connaissances, l'établissement de rapports et la coordination, tout en réduisant la charge de la collecte des données et en résolvant les incohérences qui s'y rapportent. Cela facilite des analyses de données plus complètes, aidant les responsables de la mise en œuvre à mieux comprendre les contextes dans lesquels ils opèrent.

Les consultations des partenaires et des parties prenantes sont essentielles pour déterminer les besoins d'information et les possibilités de partage des données. Idéalement, au début d'un programme, les organisations travaillant dans les mêmes secteurs devraient s'engager avec les parties prenantes et les communautés concernées pour comprendre les besoins et les exigences spécifiques en matière de données. JEOP, un programme d'urgence, et SPIR II et Ifaa, des programmes de développement, ont réussi à partager leurs données parce que (a) leurs domaines de programme coïncidaient ; et (b) ils ont continué à utiliser les canaux de communication existants hérités d'un groupe de discussion informel sur le suivi et l'évaluation (S&E) qui a été créé pour discuter des défis avec BHA et d'autres praticiens du S&E dans le pays. En connaissant

AMÉLIORATION DU SUIVI, DE L'ÉVALUATION ET DE L'APPRENTISSAGE (MEL) POUR LA COHÉRENCE HDP

les besoins de chacun en matière de données, ils ont pu suivre des indicateurs communs et ainsi éviter la duplication de la collecte de données. En concentrant leurs efforts sur la collecte et le partage d'informations pertinentes, ils ont pu créer un tableau plus complet de la sécurité alimentaire.

La promotion de relations solides renforce le partage des données. La consolidation des efforts de collaboration, le soutien à la planification conjointe et la création de partenariats peuvent établir la confiance lors du partage des ressources et de l'alignement des efforts de collecte de données pour la cohérence HDP. Incités par BHA à communiquer de manière régulière et à partager des informations techniques, l'Ifaa, le JEOP et le SPIR II ont commencé à se réunir périodiquement pour discuter de manière plus approfondie des questions relatives aux données. Cela a non seulement permis une collaboration plus approfondie et un partage durable des données, mais a également favorisé l'apprentissage et l'innovation. En faisant l'expérience des succès et des échecs des systèmes de S&E des uns et des autres, chacun a été en mesure d'adapter ses propres stratégies et technologies pour améliorer la programmation.

Des protocoles et des mécanismes solides de partage des données sont essentiels pour garantir la protection des informations personnelles et sensibles tout au long du processus de partage des données. Le partage et l'agrégation de données entre organisations soulèvent des inquiétudes quant à la confidentialité et à la sécurité des données. La normalisation et l'harmonisation des données au travers de plusieurs organisations peut être une tâche complexe. Pour aller de l'avant, les organisations devraient élaborer et adopter des cadres opérationnels communs pour la collecte, l'analyse, le partage et le stockage des données, afin de garantir des approches compatibles et cohérentes en matière de collecte de données. Le fait de centrer les cultures organisationnelles sur la collaboration et les partenariats renforcerait également la confiance et contribuerait à établir des objectifs communs, la transparence et l'apprentissage collectif.

RESSOURCES

- [Analyse de résilience à intervalle mensuel \(MIRA, Monthly Interval Resilience Analysis\)](#)



Adapter les systèmes d'alerte précoce pour soutenir l'action précoce/anticipée

Les systèmes d'alerte précoce sont essentiels pour permettre une action anticipée. Cette session a exploré la manière dont le programme Construire des communautés résilientes en Somalie (BRCiS) a développé avec succès un système d'alerte précoce pour répondre aux besoins humanitaires à court terme, prévenir les crises et protéger les acquis liés à la résilience. Tout au long de la session, BRCiS a mis l'accent sur l'importance d'adapter continuellement les systèmes d'alerte précoce aux contextes locaux et d'utiliser les données pour informer les actions anticipées. Les participants ont également exprimé leurs propres idées, discutant de la manière de développer des systèmes rentables et de garantir l'implication de la communauté lors du développement et de l'utilisation des systèmes d'alerte précoce.

PRÉSENTATEURS DE LA SESSION

» **Mohamed Hussein Nasib**, Coordinateur du rétablissement économique et du développement, Construire des communautés résilientes en Somalie, Comité international de secours

ACTIVITÉ PRÉSENTÉE

- **Construire des communautés résilientes en Somalie (BRCiS)** est un consortium humanitaire financé par plusieurs donateurs qui adopte une approche holistique pour aider les communautés somaliennes à développer leurs capacités de compréhension et de gestion des risques et des chocs afin qu'elles puissent se construire un avenir meilleur.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Centrer les efforts sur l'engagement et le sentiment d'appartenance de la communauté, ainsi que sur le renforcement des capacités, contribue à la mise en place de systèmes d'alerte précoce intégrés et adaptables. BRCiS a investi un temps et des ressources considérables dans l'engagement communautaire, l'établissement de relations et la création d'un climat de confiance avec les acteurs locaux. Le consortium a tiré parti de modèles de programmation intégrés qui combinaient l'expertise et les ressources d'organisations locales et internationales. Cette approche collaborative a facilité le développement et la mise en œuvre du système d'alerte précoce en combinant diverses perspectives, compétences et connaissances. Le BRCiS a également fait participer les parties prenantes par le biais d'examens annuels, d'enquêtes et d'ateliers qualitatifs, ce qui a favorisé l'appropriation des plans d'action par les communautés et a habilité les comités de résilience des communautés à surveiller les indicateurs d'alerte précoce, à se coordonner avec les autorités et les ONG, et à mettre en œuvre des activités d'action et de réponse précoces. La représentation des groupes à risque a permis une participation équitable et des interventions ciblées. Le BRCiS a opté pour un modèle de prise de décision ascendante, garantissant que le système d'alerte précoce soit conçu pour répondre aux besoins et aux priorités spécifiques des communautés locales, ce qui a permis d'améliorer son efficacité et sa pertinence.

Des données fiables et actuelles sont essentielles à l'efficacité des systèmes d'alerte précoce. Le processus de collecte de données, en particulier au niveau communautaire, peut prendre du temps et entraîner des retards. Pour le BRCiS, le processus de flux de données, depuis la collecte jusqu'au signalement, prenait parfois entre 10 et 15 jours, ce qui avait un impact sur la capacité de son système à émettre des alertes en temps utile. Pour relever ce défi, le BRCiS a développé un système participatif d'alerte précoce pour faire face aux chocs, qui peut être utilisé en fonction de la gravité de la situation. Le BRCiS recueille également des données mensuelles sur les indicateurs et visualise et analyse ses conclusions avec le comité local afin de déterminer si une réponse est nécessaire.

Le fait de travailler avec des acteurs locaux peut conférer une certaine crédibilité aux systèmes d'alerte précoce et en réduire les coûts. Les responsables de la mise en œuvre sont confrontés à de nombreux défis et manquent souvent des ressources nécessaires à la mise en place d'un système d'alerte précoce solide, telles que la technologie et les capacités du personnel. Le BRCiS a effectué des analyses coûts-avantages pour hiérarchiser l'allocation des ressources en fonction du niveau d'impact. Ils ont inclus des fonds d'urgence et créé des mécanismes d'évaluation séparés pour les petits chocs et les chocs de grande ampleur. Ces approches ont été rendues possibles grâce à des mécanismes de financement souples et adaptables, facilités par le Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni et par les opérations européennes de protection civile et d'aide humanitaire de l'Union européenne. Les révisions budgétaires basées sur les priorités de la communauté et les chocs émergents ont permis d'allouer les fonds là où ils étaient le plus nécessaires.

AMÉLIORATION DU SUIVI, DE L'ÉVALUATION ET DE L'APPRENTISSAGE (MEL) POUR LA COHÉRENCE HDP

Cela a permis, en retour, de renforcer la crédibilité du système d'alerte précoce et d'en assurer le bon fonctionnement. Travailler avec les acteurs de la communauté locale pour la collecte de données et l'action peut également réduire de manière significative la charge financière d'une activité.

RESSOURCES

- [Diapositives de la session](#)
- [Fiche technique BRCiS : l'alerte précoce pour une action précoce](#)
- [Alerte précoce pour des histoires d'action précoce](#)
- [Infographie sur la surveillance des risques en temps réel pour une action précoce du BRCiS](#)
- [Tableau de bord de l'alerte précoce et de l'action précoce du BRCiS](#)



La technologie au service du partage des données : Options pour les partenaires de mise en œuvre à travers les piliers de l'humanitaire, du développement et de la paix

Les programmes peinent souvent à partager les données et à intégrer les innovations techniques. Les participants à la session se sont penchés sur ces défis, partageant leurs expériences avec différentes technologies logicielles pour le partage de données, en mettant l'accent sur HDX, Sharepoint et Azure, parmi d'autres. Le consortium JEOP en Éthiopie a également fait part de la manière dont il a utilisé Power BI pour améliorer la coordination, ainsi que des étapes qu'il a suivies pour sélectionner la technologie utilisée. De plus, Roger Hunwicks, architecte en chef des données pour les réseaux du système d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET), a mis en évidence les technologies et les plateformes de partage des données et a discuté de la faisabilité de diverses approches de partage des données, tout en donnant des directives sur la manière de déterminer la technologie à utiliser. Les participants ont également mis en avant des plateformes et des bases de données telles que Open Data for Africa et Apache Superset en tant qu'outils clés.

PRÉSENTATEURS DE LA SESSION

- » **Ashenafi Alemu**, Responsable de programme, alerte précoce et réduction des risques, Services de secours catholiques
- » **Roger Hunwicks**, Architecte en chef des données, Activité du centre d'apprentissage et de données des réseaux de systèmes d'alerte précoce contre la famine

ACTIVITÉS PRÉSENTÉES

- Le **programme d'opérations d'urgence conjointes (JEOP)** est un consortium alimentaire à grande échelle financé par USAID/BHA et dirigé par CRS en collaboration avec le gouvernement de l'Éthiopie. Il a pour but de répondre aux besoins aigus en matière d'insécurité alimentaire d'environ 8,5 millions de personnes en Éthiopie.
- Le **réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET)** est l'un des principaux prestataires de données et d'analyses géospatiales d'alerte précoce sur l'insécurité alimentaire aiguë dans le monde. FEWS NET éclaire les décisions relatives à la planification et aux réponses humanitaires dans 30 des pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire dans le monde. Il suit les facteurs toujours plus complexes qui influencent l'insécurité alimentaire, tels que le temps et le climat, les conflits, la production agricole, les marchés et le commerce, ainsi que la nutrition.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Comprendre les besoins des parties prenantes et des partenaires lors du partage des données. Alors que les donateurs présélectionnent généralement les plateformes que les responsables de la mise en œuvre doivent utiliser pour le partage des données, il est essentiel de comprendre d'abord les besoins des partenaires et des autres parties prenantes. Le JEOP, avec ses partenaires, a mené des consultations auprès des parties prenantes afin de déterminer la plateforme à utiliser, les données à partager, leur format et la fréquence du partage. Ce faisant, les données ont été rendues accessibles à tous les utilisateurs, y compris le personnel chargé du développement de la RFSA, les partenaires du gouvernement local et les communautés elles-mêmes. En collaborant à l'amélioration du partage des données, le JEOP et ses partenaires ont renforcé la cohérence HDP.

Veiller à ce que le personnel soit capable d'utiliser efficacement la technologie de partage des données. Les activités doivent organiser des formations pour renforcer les compétences de leur personnel dans l'utilisation de la technologie choisie. Le JEOP a organisé des sessions pour améliorer la familiarité du personnel avec la suite de logiciels Microsoft Power BI. Power BI sert de plateforme pour le partage des données entre les différents partenaires de mise en œuvre. Cela permet aux partenaires de centraliser et de visualiser des données provenant de sources multiples, offrant ainsi une vue unifiée et accessible de l'avancement des activités et des résultats. Cela promeut la collaboration, la prise de décision fondée sur les données et la transparence, car les parties prenantes à la mise en œuvre peuvent accéder en toute sécurité à des données partagées, interagir avec celles-ci et les analyser en temps opportun, ce qui favorise une approche plus coordonnée et plus efficace pour atteindre les objectifs du projet.

Les coûts et les ressources nécessaires pour maintenir une plateforme de partage de données au terme des activités restent un défi pour le partage de données dans le cadre de la cohérence HDP. Pour surmonter ces obstacles, les responsables de la mise en œuvre devraient envisager de (a) travailler avec d'autres activités pour reprendre et poursuivre les efforts de collecte et de partage des données ; (b) travailler avec le gouvernement et d'autres organisations pour suivre en permanence les indicateurs et rendre les données accessibles au public ; et (c) utiliser des référentiels tels que la bibliothèque de données sur le développement de l'USAID, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, l'échange de données humanitaires et la technologie d'entrepôt de données propre à FEWS NET de manière à ce que les données puissent continuer à être utilisées par une variété d'acteurs. Ces technologies sont soutenues par des organisations plus importantes et sont plus susceptibles de soutenir les opérations à l'avenir.

La standardisation et la gouvernance des données pourraient contribuer à établir un cadre commun de partage des données pour les activités. Il est important de promouvoir et de développer des modèles et des cadres cohérents pour faciliter la collaboration entre les différentes activités des piliers HDP, mais aussi pour simplifier les processus de partage des données. Les suggestions de FEWS NET et de JEOP sont les suivantes : (a) les agences gouvernementales pourraient standardiser les technologies et les plateformes à utiliser, afin que les partenaires de mise en œuvre n'aient pas à faire cette sélection ; et (b) une analyse des besoins en données des partenaires de mise en œuvre devrait être effectuée afin de développer un critère de sélection pour les technologies à utiliser.

RESSOURCES

- [Diapositives de la session](#)
- [FEWS NET](#)
- [Échange de données humanitaires](#)
- [Open Data \(données ouvertes\) pour l'Afrique](#)

Les questions émergentes relatives au MEL pour la consolidation de la paix

L'intégration de la consolidation de la paix dans la programmation HDP a des effets importants sur les activités de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (MEL). Lors de cette session, des partenaires de mise en œuvre ayant une expérience étendue dans le domaine de la cohésion sociale et de la sensibilité aux conflits ont présenté des considérations clés pour le suivi, l'évaluation, la responsabilité et l'apprentissage (MEAL) de la consolidation de la paix, avant d'animer des discussions en petits groupes sur le MEL pour la consolidation de la paix et l'évaluation des conflits. Les intervenants ont souligné la manière dont l'évaluation des conflits devrait éclairer la conception des programmes et ont présenté des moyens d'intégrer des éléments de consolidation de la paix dans les théories du changement (TdC), y compris les cadres MEAL. Les participants ont également été sensibilisés à l'importance des indicateurs qualitatifs, quantitatifs et contextuels et à la ventilation de ces indicateurs dans les zones touchées par le conflit, et ont également exploré des pratiques innovantes en termes de MEAL.

PRÉSENTATEURS DE LA SESSION

- » **Valarie Vat Kamatsiko**, Conseillère technique pour la justice et la consolidation de la paix, Services de secours catholiques
- » **David Malual**, Responsable de programme pour la cohésion sociale, Pathways to Resilience, Services de secours catholiques

ACTIVITÉ PRÉSENTÉE

- **Pathways to Resilience (P2R)** est une activité pluriannuelle de sécurité alimentaire d'urgence financée par le Bureau d'assistance humanitaire de l'USAID et dirigée par les CRS et Vétérinaires sans Frontières Allemagne au Soudan du Sud. L'activité couvre deux États du Soudan du Sud : Jonglei (comtés de Duk et Akobo) et Equatoria oriental (comtés de Kapoeta North et Budi).

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Intégrer les initiatives de consolidation de la paix dans les cadres de la TdC et du MEAL. Les activités doivent développer une TdC claire qui démontre comment les activités de consolidation de la paix s'alignent intrinsèquement sur les autres secteurs et contribuent à leur objectif global. Cela permet de créer un environnement favorable à un changement holistique. David Malual, de P2R, a déclaré que « la paix est aux humains ce que l'eau est aux poissons », un élément essentiel et intégral de l'existence mis en péril par des conflits qui perdurent. La paix est essentielle à la protection des acquis des activités humanitaires et de développement et l'intégration d'éléments de consolidation de la paix dans le cadre MEAL permet de mesurer et de suivre efficacement les progrès et l'impact des activités de consolidation de la paix. Cela implique notamment de recourir à des indicateurs qualitatifs et quantitatifs et de ventiler les données en fonction des lignes de division ou de conflit.

Nouer des relations fortes avec les parties prenantes au sein des communautés afin de soutenir les initiatives de MEL pour la consolidation de la paix. Les zones et les communautés touchées par les conflits peuvent comprendre différents groupes ethniques, des populations déplacées et/ou des réfugiés. Les responsables de la mise en œuvre doivent établir de bonnes relations de travail avec les communautés afin d'améliorer la communication, la collecte et le partage des données.

Les activités de consolidation de la paix peuvent bénéficier d'une approche méthodologique mixte du MEL. Des chocs rapides et des changements contextuels peuvent se produire sans aucun avertissement, ce qui affecte la capacité d'adaptation des partenaires de mise en œuvre. Pour relever le défi qui consiste à mesurer la nature intangible et non quantifiable du changement promu par les activités de consolidation de la paix, CRS a adopté une approche de méthodes mixtes pour le MEL. Cette approche a nécessité l'élaboration d'un ensemble d'indicateurs spécialement conçus pour la consolidation de la paix et d'un baromètre de la cohésion sociale.

La gestion adaptative et le suivi du contexte sont indispensables au MEL pour la consolidation de la paix. Le suivi et l'évaluation réguliers des changements de contexte, y compris la dynamique sociale, politique et sécuritaire, permettent d'ajuster les interventions en temps opportun. L'utilisation par CRS d'évaluations annuelles de l'analyse des conflits a permis un suivi continu du contexte dans tous les domaines de mise en œuvre, ce qui a contribué à la prise de décision et à la conception des programmes. Il est toutefois important de noter que les donateurs doivent également adapter leurs politiques afin de mieux soutenir les activités visant à répondre rapidement aux changements contextuels.

RESSOURCES

- [Diapositives de la session](#)
- [Mini-baromètre de la cohésion sociale des CRS](#)
- [Banque d'indicateurs de cohésion sociale des CRS](#)



Les moyens de subsistance des pasteurs dans un contexte de changement climatique

Dans le contexte du changement climatique, les programmes humanitaires et de développement étudient différentes approches pour permettre la résilience à long terme des moyens de subsistance des pasteurs, y compris l'utilisation de méthodes et d'outils modernes pour consolider les systèmes de subsistance et, lorsque cela est nécessaire, la promotion d'une transition vers d'autres moyens de subsistance en reconvertissant les membres des communautés pastorales. Les participants à cette session ont pu écouter Nelson Owange, directeur des programmes de Mercy Corps au Soudan du Sud, au sujet des recherches récentes menées par le programme de soutien au pastoralisme et à l'agriculture dans les crises récurrentes et prolongées (SPARC) sur les effets du changement climatique et des conflits sur les systèmes de subsistance des éleveurs. Des représentants de la Résilience des zones pastorales (RiPA) Nord et RiPA Sud ont également fait part de leurs tentatives d'équilibrer les approches traditionnelles avec la diversification des moyens de subsistance. Les participants ont discuté de l'impact du genre et de l'âge sur les moyens de subsistance des pasteurs et de l'importance d'équilibrer les priorités communautaires et celles basées sur le marché dans les programmes pastoraux.

PRÉSENTATEURS DE LA SESSION

- » **Nelson Owange**, Directeur de programmes, Mercy Corps
- » **Will Baron**, Chef de partie, Résilience dans les zones pastorales du Nord, Mercy Corps
- » **Ameha Tadesse**, Chef de partie, Résilience dans les zones pastorales du Sud, Global Communities

ACTIVITÉS PRÉSENTÉES

- **Le programme SPARK (Soutien au pastoralisme et à l'agriculture dans les crises récurrentes et prolongées)**, d'une durée de six ans, vise à produire des données probantes et à combler les lacunes en matière de connaissances afin de renforcer la résilience de millions de pasteurs, d'agropasteurs et d'agriculteurs dans les communautés de l'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient. Le SPARC a été mandaté par le Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni. Les organisations membres du programme sont Cowater International, en partenariat avec l'Institut international de recherche sur le bétail, Mercy Corps et Overseas Development Institute. Le Centre de recherche pour le développement international et l'Observatoire Jameel comptent parmi les donateurs et partenaires supplémentaires.
- **La résilience dans les zones pastorales (RiPA) Nord** (dirigée par Mercy Corps en partenariat avec CARE) et **RiPA Sud** (dirigée par Global Communities en partenariat avec GOAL et iDE) sont des activités de résilience de l'USAID/Feed the Future (Nourrir l'avenir) dans le nord et le sud de l'Éthiopie qui adoptent une approche systémique pour améliorer les capacités de résilience des ménages, des marchés et des institutions de gouvernance, en particulier dans les communautés pastorales qui subissent des chocs environnementaux et sanitaires, des hausses de la population et des risques croissants de conflit.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Les pasteurs sont des acteurs dynamiques et rationnels qui présentent une résilience et une adaptation naturelles. L'une des conclusions les plus marquantes de cette session, exprimée par de nombreux participants, est la nécessité de soutenir l'autodétermination des pasteurs. Les points soulevés par les intervenants de SPARC et RiPA North ont réitéré l'idée que les pasteurs ont une connaissance indigène des adaptations qu'ils doivent faire en réponse aux défis ou aux situations changeantes, de la réaffectation des ressources à la relocalisation temporaire. Ils peuvent adapter leurs stratégies de subsistance en fonction de circonstances dynamiques, ce qui les rend résistants face aux défis. Les adaptations des pasteurs sont naturellement enclines à favoriser la cohérence HDP, dans la mesure où elles permettent une transition éclairée des stratégies de subsistance entre les situations d'urgence, le début de la reprise et les conditions de développement à plus long terme. Compte tenu de ces considérations, les acteurs de l'aide devraient réagir en renforçant les capacités de prise de décision des pasteurs plutôt qu'en utilisant l'aide pour encourager des résultats spécifiques.

La collaboration et les partenariats entre le secteur privé, les gouvernements et les autres acteurs locaux sont essentiels pour soutenir les moyens de subsistance des pasteurs. Pour RiPA Nord et RiPA Sud, le partenariat avec une variété d'acteurs et d'institutions dans leurs communautés a permis d'élargir le soutien et l'adhésion à leurs interventions. Engager le dialogue et mettre en place des systèmes adaptés au contexte et aux priorités de la communauté peut contribuer à créer des solutions durables.

Le changement climatique, les conflits et le genre ont des impacts variés sur les moyens de subsistance des pasteurs. Les recherches du SPARC démontrent que le changement climatique et les conflits modifient les systèmes de subsistance des pasteurs d'une manière qui peut varier d'une communauté à l'autre et d'un ménage à l'autre. Cela se traduit par une variété d'adaptations individualisées et encourage une aide non prescriptive ou généralisée. Les représentants de RiPA Nord et RiPA Sud ont discuté de la manière dont un plus grand nombre de femmes et de jeunes accèdent à des moyens de subsistance non pastoraux en réponse à l'évolution de la situation. Les ménages peuvent faire face aux défis posés par l'évolution des contextes et des conditions en diversifiant les rôles, les femmes et les jeunes soutenant souvent leur foyer ou leur communauté pastorale par d'autres activités.

Les pasteurs s'efforcent de concilier les adaptations de leurs moyens de subsistance dictées par le marché avec les besoins et les normes de la communauté. Les demandes et les exigences des forces du marché et les besoins de la communauté ou des ménages en matière d'élevage sont souvent différents et parfois contradictoires. Par exemple, la demande du marché pour le bétail est fortement axée sur de jeunes animaux en bonne santé destinés à la consommation humaine, alors que les normes traditionnelles de l'élevage ont tendance à favoriser le fait de garder les animaux le plus longtemps possible afin de maintenir un troupeau de grande taille. Tout au long de la session, l'importance de cet équilibre a été au centre des discussions. La plupart des participants reconnaissent qu'il faut donner la priorité aux deux approches et que le contexte de chaque situation indique laquelle des deux est la plus appropriée. Elles peuvent également se compléter l'une l'autre ; elles ne s'excluent pas mutuellement. Affiner cet équilibre demeurera un défi pour les communautés pastorales, à mesure qu'elles définiront à quoi ressemblent ces approches dans leurs contextes et comment elles peuvent être utilisées pour répondre aux besoins de leurs communautés.

RESSOURCES

- [Diapositives de la session](#)
- [Rapport technique du SPARC : Dynamisme dans les zones arides](#)

L'agriculture durable dans un climat en constante évolution

Compte tenu de l'impact du changement climatique sur les moyens de subsistance agricoles, il est essentiel de s'adapter et d'intégrer de nouvelles approches pour atténuer ces effets. Les intervenants ont évoqué l'impact du changement climatique sur leur programmation et les mesures qu'ils ont prises pour relever ces défis. Les participants ont également discuté de la manière d'encourager l'adoption de nouvelles pratiques et de garantir leur durabilité dans le temps. En petits groupes, les participants ont également évalué l'importance d'envisager l'adaptation sur le long terme, à mesure que les conditions agroécologiques continuent d'évoluer, et les pratiques d'agriculture durable sont conçues pour cela, car l'observation, l'itération et l'adaptation des agriculteurs font partie intégrante de l'approche. De plus, bien que de nombreux exemples mis en avant lors de la session aient été tirés de la Corne de l'Afrique, sujette à la sécheresse, les principes et les pratiques partagés lors de cette session sont également applicables aux zones sujettes aux inondations.

PRÉSENTATEURS DE LA SESSION

- » **Marcel Nibasumba**, Responsable de l'agriculture et du développement des systèmes de marché, FSP-Enyanya, Mercy Corps
- » **Daniel Kanyerere**, Conseiller technique agricole, Programme de résilience en Somalie, World Vision International

ACTIVITÉS PRÉSENTÉES

- **Le programme de résilience de la Somalie (SomRep)** est un consortium de renforcement de la résilience financé par plusieurs donateurs qui opère en Somalie depuis plus de 10 ans. SomRep collabore avec les parties prenantes locales, y compris les membres de la communauté, le gouvernement local, le secteur privé et la société civile locale. Sa programmation vise à aider les communautés à atténuer l'impact des chocs, à s'adapter au changement climatique, à diversifier et à adopter des stratégies de subsistance durables.
- **FSP-Enyanya** est une RFSA financée par USAID/BHA et dirigée par Mercy Corps qui opère dans la région du Sud-Kivu en RDC. En collaboration avec les ménages, les dirigeants communautaires, le gouvernement de la RDC et d'autres programmes de développement, elle améliore la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que le bien-être économique des communautés du Sud-Kivu.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

L'intégration de considérations liées au genre et à la jeunesse et la prise en compte des conflits améliorent la durabilité des interventions. SomRep et FSP-Enyanya ont intentionnellement inclus ces considérations dès le début du développement du programme afin d'encourager la durabilité et l'inclusivité. Les deux ont impliqué à la fois les femmes et les jeunes dans les processus de prise de décision et ont fourni des évaluations de la capacité climatique tenant compte de la dimension de genre. Leur participation a permis d'adapter les interventions à leurs besoins, ce qui a renforcé le potentiel de développement des interventions à long terme. Toutes deux ont également organisé des formations de sensibilisation aux conflits destinées à leur personnel, ce qui témoigne de l'efficacité de la programmation de la cohérence HDP. Ces formations ont permis au personnel d'atténuer les conflits lors des négociations ou des discussions portant sur les terres ou les ressources, et de promouvoir des accords profitant à toutes les parties, créant ainsi un environnement plus durable pour la prospérité des moyens de subsistance agricoles.

En impliquant la communauté locale et en collaborant avec les services gouvernementaux, on peut s'assurer que les interventions sont adaptées au contexte et encourager l'adoption de pratiques. Après avoir lutté pour obtenir l'adhésion des communautés à leurs interventions, en particulier celle des jeunes, SomRep et FSP-Enyanya travaillent désormais en étroite collaboration avec les ménages agricoles et les communautés pour comprendre leurs besoins, leurs aspirations et leurs connaissances. Leurs approches sur mesure renforcent le sentiment d'appropriation des interventions par la communauté, ce qui les rend plus durables et plus susceptibles de réussir sur le long terme. SomRep et FSP-Enyanya s'engagent également auprès des institutions gouvernementales et intègrent les services gouvernementaux dans leurs programmes. Ils sont en mesure de travailler au sein de ces systèmes pour encourager l'adoption de nouvelles pratiques, diffuser les connaissances sur les techniques d'agriculture durable à un public plus large et accéder à des ressources supplémentaires. Les collaborations avec les partenaires gouvernementaux sont également essentielles pour maintenir les interventions au-delà du programme.

Le renforcement des capacités et le partage des connaissances stimulent la résilience et l'adoption de pratiques durables.

SomRep et FSP-Enyanya proposent des opportunités de formation et de partage des connaissances, telles que les écoles agricoles, où les agriculteurs peuvent apprendre les uns des autres et mettre en pratique de nouvelles techniques. En habilitant les agriculteurs à partager et à renforcer leurs connaissances et leurs compétences et en créant une communauté dont ils peuvent tirer profit, SomRep et FSP-Enyanya soutiennent la résilience de la communauté en cas de chocs futurs et encouragent l'adoption de pratiques durables.

Prendre en compte le changement climatique dans la conception et la mise en œuvre des programmes est essentiel pour la résilience et la durabilité. Le changement climatique est une réalité pour les communautés agricoles et leurs moyens de subsistance. Les communautés constatent de véritables changements dans l'environnement qui sont difficiles à ignorer, notamment la sécheresse, les inondations et la perte de biodiversité. Les conséquences de ces changements comprennent la perte de récoltes ou de bétail, l'érosion et l'infertilité des sols, la malnutrition et les déplacements de population. Le FSP-Enyanya et le SomRep répondent à ces défis en mettant l'accent sur les pratiques d'atténuation du changement climatique dans leurs programmes. Par exemple, tous deux s'efforcent d'améliorer la fertilité et la structure des sols malgré les inondations ou l'érosion. SomRep utilise, pour ce faire, l'irrigation et les pratiques de gestion post-récolte pour améliorer la structure des sols, et le FSP-Enyanya emploie son « approche des collines » pour soutenir le reboisement et la régénération des terres. En apportant des ajustements similaires aux pratiques agricoles, les communautés peuvent protéger et accroître leurs acquis en matière de développement et devenir plus résilientes face aux défis environnementaux.

RESSOURCES

- Évaluation de « l'approche des collines » : Un projet d'agriculture résiliente et de sécurité alimentaire en RDC
 - » Document de synthèse : Expérimentation d'une approche par colline pour une agriculture résiliente dans le Sud-Kivu
 - » Webinaire : Résultats de l'étude sur l'approche des collines
- Page de ressources SCALE sur l'agriculture résiliente, comprenant de nombreux outils et ressources liés à la conception de la résilience dans l'approche des systèmes agricoles des petits exploitants et l'approche des jardins Perma
- Aborder le lien entre le climat et les conflits : Données probantes, perspectives et orientations futures, Mercy Corps, 2021
- Aborder les facteurs climatiques de conflit : L'approche de Mercy Corps, Mercy Corps, 2019
- Vidéo de SomRep sur la régénération naturelle gérée par les agriculteurs (FMNR), études de cas sur les facteurs de modification de la crise en Somalie et au Somaliland
- Régénération naturelle dirigée par les agriculteurs : Une approche holistique du développement durable
- Régénération naturelle dirigée par les agriculteurs dans un contexte somalien : Manuel du praticien
- Les avantages sociaux, environnementaux et économiques de la régénération naturelle dirigée par les agriculteurs

Pratiques de gestion de l'eau adaptées au climat

Alors que le changement climatique accroît la probabilité et la gravité des sécheresses et autres phénomènes météorologiques extrêmes dans la région de la Corne de l'Afrique, il est primordial de soutenir une gestion de l'eau adaptée au climat pour assurer la sécurité alimentaire, l'agriculture durable et le développement des moyens de subsistance. La session a mis en évidence les défis et les solutions, en examinant la gestion locale et durable de l'eau et les moyens d'équilibrer les priorités concurrentes dans les pratiques de gestion de l'eau.

ACTIVITÉS PRÉSENTÉES

- **Budikadidi** est une RFSA financée par USAID/BHA et dirigée par CRS, qui opère en RDC. Depuis 2017, elle améliore l'accès durable à l'eau potable et a construit 245 points d'eau (35 forages, 210 sources) dans les communautés rurales.
- **L'Institut international de gestion de l'eau (IWMI)** est une organisation internationale de recherche pour le développement, avec des bureaux répartis dans 15 pays et un réseau mondial de scientifiques opérant dans plus de 55 pays. L'IWMI cible les problèmes de gestion de l'eau et des terres auxquels sont confrontées les communautés pauvres des pays en développement et contribue ainsi à la réalisation des objectifs de développement durable, à savoir la réduction de la pauvreté et de la faim et le maintien d'un environnement durable.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

L'intégration de la gestion de l'eau dans les différentes institutions et les différents acteurs, et la facilitation d'une collaboration étroite entre eux, permettent de réagir et de s'adapter rapidement aux chocs. Après deux ans de mise en œuvre, Budikadidi a soudainement fait face à une épidémie de choléra, mais ses relations étroites avec le gouvernement de la RDC et d'autres acteurs du développement et de l'aide ont permis de lutter contre l'épidémie. Ils ont tiré parti du système d'alerte précoce du gouvernement, utilisé une équipe d'intervention de CRS pour acheminer rapidement des ressources, mobilisé et transféré des fonds pour faire face à l'urgence, et impliqué des groupes de soins locaux et des travailleurs communautaires. Leurs relations avec le gouvernement et les acteurs sociaux les ont préparés à faire face à la situation d'urgence et à la dépasser. La réponse de Budikadidi est un exemple de la manière dont il est possible de tirer parti des plateformes existantes, d'une planification commune et d'efforts complémentaires pour aider à contrôler et à répondre aux épidémies, à combler les lacunes et à assurer la durabilité à long terme.

Pour assurer la durabilité des systèmes de gestion de l'eau, il est essentiel d'impliquer les communautés locales. Les communautés supervisent souvent la gestion de l'eau, mais, en l'absence de financement pour les équipements ou les systèmes, d'expertise technique ou de soutien gouvernemental, cette tâche peut s'avérer fastidieuse. Les communautés locales doivent être représentées dans les comités ou organes de gestion de l'eau dès leur création et être habilitées à assurer la coordination avec les autorités locales ou le secteur privé pour répondre à leurs besoins en matière de gestion de l'eau. Cette appropriation des systèmes de gestion de l'eau préparera la communauté à les entretenir à long terme, ce qui souligne la nécessité pour les organisations d'aide de concevoir des programmes axés sur le leadership de la communauté.

Les programmes de gestion de l'eau doivent trouver un équilibre entre le développement à long terme et la gestion des situations d'urgence, notamment dans le contexte du changement climatique. Le changement climatique a des conséquences diverses sur l'accès à l'eau, une ressource essentielle. Cette session a exploré les différentes manières d'améliorer la gestion de l'eau face à ces défis, comme l'utilisation de générateurs pour l'accès à l'approvisionnement et aux systèmes d'eau, tout en passant simultanément à la solarisation et à l'utilisation d'énergie propre. En veillant à ce que les communautés soient conscientes de l'impact du changement climatique sur les sources d'eau et la disponibilité de l'eau, on les aidera à le gérer durablement à long terme. La flexibilité et la gestion adaptative sont nécessaires pour créer un environnement propice au développement à long terme de la gestion de l'eau tout en tenant compte des chocs.

PRÉSENTATEURS DE LA SESSION

- » **Rafa Volanarisoa**, Responsable de l'équipe santé, nutrition et WASH, Budikadidi, Catholic Relief Services
- » **Radhika Singh**, Consultante, Institut international de gestion de l'eau
- » **John Abdu Essa**, Directeur adjoint de la mise en œuvre des programmes, de la réponse à la sécheresse, Save the Children

RESSOURCES

- [Cohérence humanitaire-développement dans les programmes WASH ou WRM, USAID, 2021](#)
- [Gestion des ressources en eau, USAID, 2021](#)
- [Guide de ressources PRO-WASH, 2022](#)
- [Guide de ressources SCALE, 2022](#)
- [L'engagement du secteur privé et les systèmes d'approvisionnement en eau : Un exemple en Éthiopie, SPIR et PRO-WASH, 2021](#)
- [Boîte à outils sur l'irrigation des légumes pour la résilience climatique au Mali et en Éthiopie, IWMI, 2022-2023](#)
- [Le nexus humanitaire-développement-paix : Qu'est-ce que cela signifie pour les organisations à mandats multiples ?, Oxfam, 2019](#)
- [Solutions basées sur la nature en Afrique subsaharienne pour la résilience au climat et à l'eau, Institut des ressources mondiales, 2022](#)
- [Vers une gestion de l'environnement et des ressources naturelles résiliente au changement climatique dans le bassin du lac Victoria, Banque mondiale, 2020](#)
- [Il faut tout un village... La place centrale des femmes dans la résilience climatique Banque mondiale, 2023](#)



Changement climatique, migration et moyens de subsistance : soutien axé sur la communauté pour les populations migrantes

L'impact des migrations liées au climat est de plus en plus important sur la programmation dans le cadre du nexus HDP, dans la mesure où les individus et les familles migrent pour accéder à de meilleurs moyens de subsistance ou pour recevoir de l'aide. Les participants à cette session ont cherché à comprendre les motivations de la migration, y compris les facteurs à court terme et les changements permanents dans la région de la Corne de l'Afrique, ainsi que les priorités potentielles d'une réponse régionale à long terme. Pour guider les conversations, cette session a réuni des représentants spécialisés dans divers sous-thèmes, notamment :

- la migration et ses implications sur le genre et la jeunesse ;
- la projection des migrations et des déplacements et l'utilisation des données ;
- l'aide en tant que facteur d'attraction et de répulsion de la migration ;
- les leçons de la programmation régionale pour les activités de migration ;
- les schémas de migration des zones rurales vers les zones urbaines ;
- et les réponses communautaires aux événements climatiques extrêmes saisonniers.

ACTIVITÉS PRÉSENTÉES

- **L'Office international des migrations (OIM)** est une organisation intergouvernementale qui travaille dans des situations d'urgence pour développer la résilience des personnes en déplacement et renforcer les capacités des gouvernements à gérer toutes les formes et tous les impacts de la mobilité.
- **FSP-Enyanya** est une RFSA financée par USAID/BHA et dirigée par Mercy Corps qui opère dans la région du Sud-Kivu en RDC. En collaboration avec les ménages, les dirigeants communautaires, le gouvernement de la RDC et d'autres programmes de développement, elle améliore la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que le bien-être économique des communautés du Sud-Kivu.
- **La résilience des communautés transfrontalières (CBCR)** est une activité financée par USAID et menée par Chemonics et ACDI/VOCA dans les groupes transfrontaliers de Karamoja, Moyale et Mandera. L'activité vise à résoudre les conflits, à renforcer les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, et à réduire les risques de chocs et de facteurs de stress en donnant aux communautés locales, aux gouvernements, à la société civile et à d'autres entités les moyens de mettre en œuvre des interventions ciblées.
- **La résilience dans les zones pastorales (RiPA) Nord** est une activité de résilience USAID/Feed the Future (Nourrir l'avenir) menée par Mercy Corps dans le nord de l'Éthiopie. Elle adopte une approche systémique pour améliorer les capacités de résilience des ménages, des marchés et des institutions de gouvernance, en particulier dans les communautés pastorales qui subissent des chocs environnementaux et sanitaires, des hausses de la population et des risques croissants de conflit.
- **L'action complémentaire pour le renforcement de la résilience (CARB)** est un projet financé par USAID/BHA et mené par le Conseil norvégien pour les réfugiés au Soudan du Sud. Le projet intègre des activités multisectorielles visant à renforcer la résilience des personnes touchées par les conflits et le changement climatique. L'agriculture innovante et climatologiquement intelligente, la réduction des risques de catastrophes et les interventions sensibles aux conflits font partie de ses nombreuses activités.

PRÉSENTATEURS DE LA SESSION

- » **Bruny Laguerre**, Directeur pour le genre et la jeunesse, FSP-Enyanya, Mercy Corps
- » **Laura Bennison**, Coordinateur du Consortium pour les solutions durables, Bureau international des migrations, Somalie
- » **Jebiwot Sumbeiywo**, Cheffe de partie, activité de résilience des communautés transfrontalières de l'USAID
- » **Will Baron**, Chef de partie, Résilience dans les zones pastorales, Mercy Corps
- » **David Okutu**, Chef d'équipe pour la collaboration, l'apprentissage, l'adaptation, le suivi et l'évaluation, résilience dans les zones pastorales, Mercy Corps
- » **Anthony Akwenyu**, Chef de partie, Action complémentaire pour le renforcement de la résilience, Conseil norvégien pour les réfugiés

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Il est nécessaire de comprendre le contexte des migrants, notamment leur lieu d'origine, leur motivation à émigrer et leurs compétences, pour définir l'objectif d'un programme portant sur la question de la migration ou de l'aide aux migrants.

La migration est motivée par une combinaison de facteurs, notamment climatiques, économiques et sociaux, et le groupe le mieux placé pour comprendre cette gamme de facteurs est constitué par la personne touchée et son ménage. Leur genre et leur âge influencent également la manière dont ils vivent la migration, notamment les possibilités qui leur sont offertes dans leur nouveau lieu de résidence. Prendre en compte cet aspect est important, car les expériences et les besoins d'une femme ou d'un jeune qui migre vers une zone urbaine à la recherche d'opportunités d'emploi plus diversifiées diffèrent de ceux d'une famille qui migre pour échapper à un conflit ou à la sécheresse. Les incitations à la migration sont variées : liens familiaux, meilleures opportunités de revenus ou d'éducation, chocs environnementaux tels que les inondations ou la sécheresse, manque de services de première nécessité dans le lieu d'origine, apport d'une aide humanitaire et conflit potentiel dans le lieu d'origine. Les responsables de la mise en œuvre doivent également tenir compte de la tendance des migrations à favoriser les déplacements permanents plutôt que temporaires lors de l'élaboration d'une stratégie et d'une réponse.

La planification conjointe menée par les communautés avec les organisations d'aide et les gouvernements locaux permet aux communautés touchées par les migrations dues au climat de réagir et de s'adapter de manière efficace. Les éléments moteurs de la migration varient d'une communauté à l'autre, tout comme les compétences et les capacités des individus en migration, ce qui fait d'eux des experts de leurs propres besoins et de la manière d'y répondre. Les agences humanitaires doivent canaliser les ressources pour créer un environnement favorable et faciliter les conversations lorsque les communautés locales s'engagent dans la planification de l'action. Les parties prenantes impliquées dans ces conversations doivent être représentatives des communautés touchées, y compris les femmes et les jeunes, qui, selon FSP-Enyanya et RiPA Nord, font partie des groupes qui migrent le plus souvent.

L'implication du gouvernement local peut faciliter les réponses menées par la communauté et rendre les interventions d'aide plus complètes. Les gouvernements locaux ont la responsabilité d'aborder la question des migrations liées au climat aux côtés des organisations d'aide et des communautés locales. Les collectivités locales doivent défendre les intérêts des communautés touchées et superviser les efforts déployés pour leur fournir les ressources ou l'assistance dont elles ont besoin. Dans la mesure où les pays gèrent les migrations différemment, il peut être préférable pour les organisations d'aide de travailler avec et par l'intermédiaire des gouvernements. Une communication et un partenariat étroits entre les gouvernements locaux et les communautés locales ou les organisations d'aide aident toutes les parties à soutenir les migrants et les communautés qui les accueillent.

L'urbanisation est un phénomène migratoire constant qui présente des défis uniques. De nombreuses discussions ont mis en évidence la tendance continue à l'urbanisation, qui se traduit par une migration des populations des zones rurales vers les zones urbaines, voire semi-urbaines. L'OIM a utilisé des données pour identifier les points chauds des déplacements, dont beaucoup se trouvent dans des zones où l'aide, en particulier l'aide financière donnée en espèces, est fournie. Les données utilisées permettent de prévoir les tendances migratoires, qui peuvent ensuite être utilisées pour anticiper les besoins de la population et y répondre. Quelle que soit la motivation de la migration, il est important d'aller au-delà de l'aide aux centres urbains ou aux villes intermédiaires, car la poursuite de l'urbanisation peut potentiellement engorger les villes et réduire l'accès aux ressources. Compte tenu du large spectre des zones rurales à urbaines, la mise en relation avec les villages et la distribution de l'aide à des organisations plus petites et dirigées localement peuvent commencer à résoudre ce problème. Toutefois, les services et le soutien aux migrants dans les zones urbaines sont encore incohérents ou inexistantes. Bien souvent, sans aucun soutien familial, l'expérience peut s'avérer difficile sur le plan économique et psychosocial pour les migrants, en particulier pour les femmes et les filles, qui ont tendance à être confrontées à des obstacles plus importants que les hommes et les garçons pour accéder à l'information. Ce défi a suscité de nombreuses questions sur la conception du programme et la sensibilisation afin de déterminer au mieux comment soutenir les migrants de manière significative.

Partenariat avec les parties prenantes locales pour le suivi du contexte et la planification des mesures d'urgence

Le suivi collaboratif du contexte et la planification des mesures d'urgence peuvent constituer des éléments essentiels de la gestion adaptative pour la cohérence HDP. Lorsque les partenaires et les participants au projet surveillent conjointement le contexte, identifient les défis émergents et élaborent des plans d'urgence, ils créent une compréhension commune de la situation, ce qui permet une réponse rapide aux défis de la mise en œuvre et des ajustements en temps opportun. Les participants à cette session ont exploré les pratiques prometteuses en matière de partenariat avec les parties prenantes locales afin de suivre les changements de contexte et de créer et d'activer des plans d'urgence. Des représentants de Save the Children Somalie ont présenté une étude de cas décrivant leur approche de la collaboration avec des partenaires locaux proches des communautés afin d'améliorer le suivi du contexte et la planification conjointe des mesures d'urgence. Les participants ont également réfléchi à des pratiques prometteuses pour équilibrer les avantages de la collaboration avec le temps limité et pour améliorer la collaboration avec les parties prenantes locales.

PRÉSENTATEURS DE LA SESSION

- » **Suleiman Abdi**, Directeur de programme, activité d'urgence du BHA, Save the Children
- » **Hamda Hersi**, Responsable du suivi, de l'évaluation et de l'apprentissage au niveau national, activité d'urgence du BHA, Save the Children

PRINCIPALES CONCLUSIONS

La collaboration en matière de suivi du contexte et de planification d'urgence est facilitée par des points de contact réguliers et un partage actif d'informations avec les parties prenantes locales. Les discussions ont révélé un défi récurrent dans la gestion adaptative efficace : les informations ne sont pas partagées de manière cohérente entre les parties prenantes et la planification d'urgence est menée de façon aléatoire au lieu d'être un outil de planification et de préparation intentionnel. Les moyens de faciliter les échanges réguliers comprennent des réunions de planification et de réflexion fréquentes avec les partenaires de mise en œuvre et les partenaires ministériels du gouvernement pour la prise de décision, des groupes de suivi de la sécurité pour surveiller régulièrement les conflits, et des évaluations conjointes de la sécurité avant d'activer les modificateurs de crise ou les réponses.

Les données et les informations issues du suivi du contexte doivent être accessibles à tous les niveaux et faire l'objet d'une triangulation afin d'être utilisées pour activer les plans d'urgence. Les parties prenantes locales peuvent disposer de ressources et d'une expertise limitées, ce qui peut entraver leur capacité à participer efficacement aux activités de suivi et de planification. Pour y remédier, les responsables de la mise en œuvre devraient impliquer et former les parties prenantes locales au processus de sélection des indicateurs pour l'établissement des rapports et le suivi du contexte, ainsi que pour l'élaboration des outils de collecte de données et la planification des contingences, y compris l'établissement de déclencheurs pour l'activation des modificateurs de crise et l'adaptation des stratégies de mise en œuvre, et ce dès le début d'un programme. Par ailleurs, les projets peuvent mettre en place des systèmes centralisés de collecte de données accessibles à tous les partenaires, y compris les comités communautaires permanents. Les parties prenantes locales ont accès à des informations qualitatives précieuses qui peuvent mettre en contexte et valider les données de suivi, aidant ainsi le personnel du projet à déterminer si des évaluations supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires pour éclairer la prise de décision dans le cadre d'une gestion adaptative.

Des relations de pouvoir positives et des partenariats significatifs et non extractifs avec les partenaires locaux améliorent la communication, la programmation et la gestion adaptative. La dynamique du pouvoir au sein des partenariats peut être un défi, en particulier lorsqu'il s'agit de collaborer avec les parties prenantes locales. Toutefois, en encourageant une culture de dialogue ouvert et en recherchant activement des moyens d'améliorer les relations, les organisations peuvent renforcer la collaboration, la confiance et le partage d'informations entre les parties prenantes. Les projets peuvent commencer par tirer parti des mécanismes communautaires existants pour renforcer les relations et la collaboration et mettre en place des comités communautaires permanents pour assurer un flux d'informations régulier et réciproque. En partageant les informations et en validant les conclusions avec les communautés, la confiance est établie et la programmation peut être améliorée et adaptée pour répondre aux besoins de la communauté. Les visites de suivi et d'échange peuvent inclure des représentants des gouvernements locaux et des communautés afin d'équilibrer les pouvoirs et d'assurer l'inclusion d'une

variété de points de vue. Lorsque les parties prenantes locales sont impliquées en tant que partenaires égaux avec des perspectives valides, elles peuvent être plus disposées et confiantes à partager des informations exactes et à jouer un rôle actif dans l'adaptation de la programmation en cas de crise.

RESSOURCES

- [Diapositives de la session](#)
- [Introduction d'IDEAL à la planification de scénarios, cours de courte durée à Kaya](#)



10 Minutes AM : des outils simples pour l'apprentissage et la gestion adaptative en temps limité

La gestion adaptative n'a pas besoin d'être complexe ; elle commence par l'intégration de moments de réflexion, d'apprentissage et de connexion dans ce que nous faisons déjà. Les participants à cette session ont réfléchi à des approches simples de gestion adaptative et ont examiné comment ils pourraient les appliquer dans leur propre contexte afin d'améliorer l'apprentissage et la gestion adaptative pour la cohérence HDP. La session a permis de présenter trois outils et méthodes simples utilisés par les partenaires de mise en œuvre dans la région de la Corne de l'Afrique :

- une approche de marché pour l'apprentissage collaboratif et une programmation adaptative et améliorée ;
- une liste de vérification de l'amélioration de la qualité pour construire une culture de l'apprentissage ; et
- des guides de l'apprentissage à l'action.

PRÉSENTATEURS DE LA SESSION

- » **Ailish Byrne**, Responsable de l'apprentissage stratégique, USAID Nawiri, Services de secours catholiques
- » **Florence Randari**, Responsable de la collaboration, l'apprentissage et l'adaptation, RFSA Apolou, Mercy Corps
- » **Rodwell Sibanda**, Spécialiste du suivi, de l'évaluation et de l'apprentissage, RFSA Nuyok, Services de secours catholiques

ACTIVITÉS PRÉSENTÉES

- **USAID Nawiri** est une activité financée par USAID/BHA et dirigée par les services de secours catholiques au Kenya. L'activité vise à réduire de manière durable les niveaux de malnutrition aiguë persistante dans les terres arides et semi-arides du Kenya.
- **Apolou** était une RFSA financée par USAID/BHA et menée par Mercy Corps dans les districts de Kaabong, Karenga, Kotido, Moroto et Amudat de Karamoja, en Ouganda. Apolou a cherché à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de 310 000 personnes, en travaillant avec les ménages, les chefs de communauté, le ministère des affaires Karamoja, le gouvernement ougandais, le secteur privé et d'autres acteurs pour s'attaquer aux raisons sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique et renforcer la résilience de la communauté et des ménages.
- **Nuyok** était une RFSA financée par USAID/BHA et dirigée par les services de secours catholiques, qui visait à renforcer la résilience aux chocs, à améliorer les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des familles rurales à risque dans la sous-région de Karamoja, au nord-est de l'Ouganda.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Une gestion adaptative réussie est un équilibre entre une planification délibérée et intentionnelle et la saisie d'opportunités de réflexion et d'apprentissage. L'un des principaux obstacles à la gestion adaptative est la préoccupation générale vis-à-vis des activités planifiées et le manque d'ordre de priorité pour les activités d'apprentissage. Les lourdes charges de travail et la fatigue du personnel font qu'il est difficile de consacrer du temps à la réflexion et à l'apprentissage, ce qui entrave l'efficacité de la prise de décision et de la gestion adaptative. La réflexion peut être accomplie en consacrant 10 minutes à une pause informelle et à une réflexion ou à un examen après action au cours d'une réunion régulière. L'apprentissage peut également être appréhendé au moyen d'un cadre ou d'un outil structuré, tel que le guide de l'apprentissage par l'action ou une liste de contrôle de l'amélioration de la qualité, et intégré dans les réunions mensuelles ou trimestrielles de pause et de réflexion. L'utilisation de techniques d'apprentissage interactives lors d'événements, comme les photos sur les stands du marché, encourage l'engagement délibéré et permet de poser des questions cruciales, ce qui permet aux équipes d'identifier les possibilités d'amélioration et d'adaptation. Dans un premier temps, les responsables de la mise en œuvre devraient examiner le plan de travail et les processus de S&E actuels d'un projet et repérer les endroits où insérer des activités de réflexion et d'apprentissage gérables.

La gestion adaptative est facilitée par la responsabilisation du personnel, qui dispose d'outils d'apprentissage et est habilité à prendre des décisions. Au cours de la session, il est apparu que de nombreuses personnes trouvent difficile de répondre rapidement aux défis qui se posent sur le terrain, de les hiérarchiser et de les intégrer dans les processus de gestion et de prise de décision technique. Présentant des listes de vérification pour l'amélioration de la qualité, Florence Randari, de l'activité Apolou, a souligné la nécessité de tenir compte du niveau auquel la prise de décision a lieu et de la manière dont elle se traduit concrètement sur le terrain. La création d'une culture de l'apprentissage pour la qualité des programmes implique de donner au personnel de première ligne des conseils en matière d'apprentissage qui soutiennent des actions et des adaptations délibérées. Ce transfert de pouvoir décentralise la prise de décision et permet au personnel de militer en faveur du changement. Les listes de vérification de l'amélioration de la qualité d'Apolou et les guides d'apprentissage à l'action de Nuyok permettent de recueillir des informations en temps réel lorsque le personnel de première ligne se rend dans les communautés. Ces approches et outils collaboratifs peuvent garantir que les décisions sont fondées sur les points de vue des parties prenantes et mises en œuvre de manière efficace au niveau communautaire.

Le leadership joue un rôle crucial dans le soutien des opportunités d'apprentissage et dans la modélisation du comportement d'apprentissage pour la gestion adaptative. Il est essentiel d'allouer des ressources et du temps à la formation, aux ateliers et aux événements d'apprentissage pour promouvoir une culture de l'apprentissage au sein d'un projet ou d'une organisation. Les dirigeants peuvent créer un environnement favorable où l'apprentissage et l'expérimentation sont valorisés, en encourageant les employés à partager leurs connaissances et leurs expériences et à essayer de nouvelles techniques, comme l'approche d'un stand de marché lors d'un événement d'apprentissage. En adoptant un état d'esprit axé sur la croissance, en sollicitant la rétroaction et en adaptant les stratégies en fonction des nouvelles informations, les dirigeants incitent leurs équipes à relever les défis et à apprendre et s'améliorer continuellement.

RESSOURCES

- [De la boîte à outils communautaire : Passer d'une leçon apprise à l'adaptation d'une activité](#)
- [Utilisation d'une check-list de vérification de l'amélioration de la qualité pour construire une culture de l'apprentissage](#)
- [Événement annuel d'apprentissage de l'USAID Nawiri - Directives pour l'activité de stands de marché](#)

Créer un environnement propice à une réorientation rapide

La nature de la programmation de l'aide humanitaire, du développement et de la paix est complexe et imprévisible. Les activités les mieux conçues devront être réorientées en cas de changement soudain du contexte. Lorsqu'une catastrophe majeure survient, les organisations qui interviennent doivent être prêtes à faire face aux crises imprévues qui surviennent au fur et à mesure que le travail de rétablissement progresse. En s'appuyant sur leurs propres expériences, les participants à la session ont étudié les facteurs qui créent ou entravent un environnement propice à une réorientation rapide de la programmation en cas de crise complexe. Les participants ont ensuite travaillé ensemble pour dégager des enseignements et des recommandations afin d'améliorer la préparation des activités futures.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

La gestion adaptative, en particulier dans les situations d'urgence et de crise, est facilitée par la flexibilité du financement et de l'allocation des ressources. Les exigences contractuelles ou politiques des donateurs et des gouvernements créent souvent des situations où les changements dans la programmation ne sont pas possibles sans approbation préalable, ce qui représente souvent un processus long et compliqué. Cependant, la flexibilité des sources de financement, y compris les ressources discrétionnaires, permet aux organisations d'allouer rapidement des fonds pour répondre à des besoins émergents ou pour réorienter leurs activités. La diversité des flux de financement et la possibilité de réaffecter les ressources en fonction des besoins grâce à des mécanismes tels que les modificateurs de crise facilitent une prise de décision souple. Un participant a évoqué la manière dont un modificateur de crise a permis à son projet d'aide financière (en espèces) polyvalente de combler un déficit dans le budget minimum fourni aux ménages, déficit dû à l'inflation et au fait qu'un donateur privé n'a pas fourni le financement promis. Les programmes peuvent également intégrer des plans d'urgence dans la conception des projets et créer des budgets qui réservent des ressources pour faire face à des chocs potentiels ou à des changements de contexte.

Une compréhension approfondie du contexte local, y compris des données environnementales, des normes culturelles, de la dynamique socio-économique et des structures communautaires existantes, est cruciale pour un changement d'orientation efficace. Elle permet aux organisations d'adapter leurs réponses et leurs stratégies aux besoins et aux défis spécifiques des communautés qu'elles servent et de procéder à une réorientation en gardant cela à l'esprit. Les programmes peuvent encourager la collaboration et le partage d'informations entre les acteurs afin d'accéder à un plus large éventail de sources de données. Le suivi et l'évaluation réguliers, y compris le suivi du contexte par le biais des structures communautaires et d'autres sources de données, permettent de créer des boucles de rétroaction qui apportent des preuves permettant d'identifier le moment où une réorientation est nécessaire et de soutenir la prise de décision dans le cadre de la gestion adaptative. Un participant a décrit comment son approche de ciblage des formations qualifiantes pour les femmes a été modifiée en fonction du travail effectué pour mieux comprendre le contexte local et les besoins des femmes. Un autre exemple d'Éthiopie a permis de montrer comment des informations précises sur la disponibilité de l'eau pendant une sécheresse ont aidé le programme à réorienter ses projets d'infrastructure WASH pour accommoder les personnes qui avaient été déplacées à cause de la sécheresse. Le programme a commencé à acheminer de l'eau par camion et a pu fournir des points d'eau supplémentaires pour accueillir les personnes déplacées.

La participation de la communauté aux processus de décision et de planification renforce l'acceptation, le soutien et l'appropriation par la communauté. La collaboration avec les dirigeants de la communauté et l'implication d'un groupe diversifié de représentants de la communauté, y compris des jeunes et des femmes, dans les processus de prise de décision sont des facteurs importants à prendre en compte pour un engagement communautaire fructueux. Les participants ont souligné que la confiance s'établit avec les communautés en maintenant un engagement constant, transparent et en temps opportun. Un exemple du Kenya cite l'inclusion d'un large éventail de parties prenantes de la communauté dans la prise de décision concernant la mise en œuvre d'un programme de transferts en espèces d'urgence, parallèlement au soutien financier existant pour les ménages dans le besoin. Quelques participants ont signalé des conséquences involontaires, notamment des sentiments négatifs de la part de membres de la communauté qui n'ont pas été aidés par l'activité dans le cadre des activités de transition/pivot, ce qui peut être atténué par l'engagement de la communauté et une communication claire, ouverte et réciproque.

La mise en place de mécanismes formels et informels de coordination et d'échange d'informations entre les parties prenantes en amont permet d'assurer une communication régulière et établie pour la gestion adaptative. L'implication des parties prenantes clés, telles que les communautés locales, les agences gouvernementales, les donateurs et les partenaires de mise en œuvre, dans les processus de prise de décision et le maintien de relations de collaboration fortes peuvent renforcer la capacité à changer rapidement d'orientation. L'implication des parties prenantes tout au long du cycle du projet favorise la confiance, améliore la coordination et garantit l'appropriation collective du processus de réorientation. De plus, des mécanismes de coordination bien établis, tels que des plateformes de coordination, des groupes de travail techniques et des forums communautaires, peuvent être mis à profit pour faciliter une réponse rapide et permettre aux organisations de changer d'orientation en toute facilité grâce au partage d'informations, à la collaboration et à la prise de décision collective.



Résoudre les crises prolongées : Améliorer l'utilisation des données probantes pour l'adaptation itérative des programmes d'urgence

Le financement des programmes d'urgence est intrinsèquement de courte durée, généralement de 6 à 24 mois. Toutefois, le processus de rétablissement dure souvent plus longtemps que les programmes de développement traditionnels à long terme, de nouvelles activités d'urgence étant financées année après année pour poursuivre les activités de rétablissement. La nature cyclique de ces itérations perturbe le processus d'apprentissage pour l'amélioration du programme et dissuade d'intégrer de manière proactive les processus d'apprentissage et de gestion adaptative à travers de multiples itérations d'activités. Au cours de cette session de résolution de problèmes, les participants ont réfléchi à la manière d'affiner, de développer et d'améliorer leur utilisation de la base de données probantes afin d'améliorer la conception, la connectivité et la cohérence des programmes d'urgence confrontés à un cycle de vie itératif.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

L'amélioration des questions de recherche opérationnelle afin de recueillir les bonnes données pour adapter les interventions les rend plus efficaces et plus effectives. La base de données probantes sur laquelle repose la programmation de la cohérence HDP est restreinte. Les données existantes sont généralement dispersées entre les interventions et les résultats et se concentrent généralement sur les transferts de nourriture, d'argent et en nature. Dans de nombreux pays vulnérables aux urgences climatiques et humanitaires, il existe peu de données probantes sur les effets des interventions et peu ou pas d'évaluations d'impact sur plusieurs types de catastrophes. Les activités humanitaires et de paix tireraient particulièrement profit d'une recherche opérationnelle plus importante et mieux conçue. La question suivante, tirée d'une évaluation d'impact menée aux Philippines après le passage du typhon, est un exemple de bonne question de recherche opérationnelle : « Quelle est la meilleure manière de concevoir un transfert inconditionnel de fonds en espèces pour favoriser le rétablissement tout en renforçant la résilience à long terme des communautés exposées aux catastrophes ? » Les sous-questions étaient les suivantes : « En combien de paiements un transfert doit-il être fractionné ? » et « Faut-il accompagner le transfert d'une présentation sur l'éducation financière ? » Les résultats ont montré que les paiements forfaitaires conduisaient à davantage d'investissements dans des actifs productifs. De plus, le programme a pu supprimer une présentation financière d'une heure car elle n'a pas modifié les comportements des bénéficiaires en matière d'épargne. L'encouragement à l'épargne mobile a entraîné des changements dans l'utilisation des produits d'épargne informels et formels pour les participants au programme qui ont déclaré avoir reçu plusieurs messages vocaux.

La réflexion et l'apprentissage au moment opportun, avec les bonnes personnes et à l'aide des bonnes données, améliorent l'utilisation des données probantes pour l'adaptation. Pour s'assurer que les données provenant de sources multiples sont utilisées intentionnellement pour l'apprentissage, la gestion adaptative et la conception, les participants ont formulé quelques recommandations relatives à la gestion des données et aux processus de réflexion. La planification du programme doit intégrer intentionnellement des processus concernant la manière dont les données seront discutées et utilisées par les acteurs clés. Les acteurs clés peuvent inclure un large éventail de parties prenantes telles que les donateurs, d'autres ONG, le gouvernement et les représentants de la communauté. Le plan de mise en œuvre détaillé du programme doit prévoir des réunions de réflexion et d'apprentissage internes et plus larges, alignées sur le calendrier de collecte des données du programme, afin de maximiser la réflexion collaborative sur les données et l'apprentissage à partir de celles-ci. Enfin, le personnel et les partenaires du programme ont besoin de conseils et de soutien pour utiliser activement le système de gestion des connaissances du programme. Un système performant de gestion des connaissances est également utile.

Le fait d'établir des liens et une communication solides entre les équipes d'activité et les dirigeants facilite une adaptation efficace. Le manque de communication entre les équipes de mise en œuvre et les équipes de conception des projets est un défi majeur. Pour que les enseignements tirés d'un programme d'urgence en cours servent à la conception d'un programme de suivi, tous les responsables et toutes les équipes doivent délibérément planifier et communiquer les uns avec les autres. Pour les activités d'urgence, un représentant des donateurs a indiqué qu'ils recevaient souvent des demandes/propositions des équipes de programme des partenaires de mise en œuvre proposant des interventions et des approches sans collaborer avec les spécialistes du MEL sur le plan de suivi et d'évaluation. Il en découle des questions de recherche opérationnelle qui semblent déconnectées des interventions proposées. Certains participants ont estimé que des occasions concrètes d'établir des relations et des lignes de communication ouvertes faciliteraient la circulation de l'information et permettraient d'améliorer l'examen et la planification. Les participants ont convenu que cela pouvait être intégré dans le cycle du

programme au moyen d'une vue d'ensemble, d'une réflexion à long terme et d'un plan d'apprentissage. Les partenaires chargés de la mise en œuvre doivent examiner le cycle du programme et identifier les moments clés où les différentes équipes doivent interagir, par exemple avant et pendant la rédaction de la proposition, au début de la mise en œuvre et une fois par an pendant la mise en œuvre.

RESSOURCES

- [Diapositives de la session](#)





SESSIONS SPÉCIFIQUES À UN PAYS



Au cours de l'événement, trois sessions spécifiques à chaque pays ont permis aux partenaires de mise en œuvre de réfléchir aux pratiques actuelles de cohérence HDP dans leur contexte, de s'interroger sur certaines des lacunes et des obstacles à l'application des principes de cohérence HDP sur le terrain, et d'explorer des recommandations potentielles pour améliorer la cohérence HDP. Les participants ont reçu un « carnet de réflexion et d'apprentissage » pour y noter leurs pensées et leurs idées dans le cadre du RKSM.

La première session consacrée à un pays a invité les participants à réfléchir aux pratiques existantes en matière de cohérence HDP, à la manière dont leurs activités respectent déjà ces principes, et à identifier un défi majeur lié à la cohérence HDP à relever dans leur pays. Pour tirer pleinement profit du RKSM, les participants se sont finalement mis d'accord sur une stratégie visant à assurer une représentation équilibrée des pays lors de chaque session.

Le lendemain, les participants à la deuxième session par pays ont partagé et analysé ce qu'ils avaient appris lors des sessions thématiques et ont commencé à élaborer des recommandations potentielles. À la fin de la session, les équipes nationales ont réfléchi ensemble à des actions pratiques à appliquer dans leurs propres plans de travail ou conceptions d'activités. Ils ont également examiné les actions collectives et le soutien nécessaire de la part d'autres acteurs pour améliorer la cohérence HDP.

La troisième et dernière session par pays, qui s'est tenue le dernier jour de l'événement, a permis d'affiner, de classer et de hiérarchiser les recommandations clés afin de les communiquer à toutes les parties prenantes lors de la séance plénière de clôture. Les participants se sont concentrés sur l'application de solutions individuelles et collectives à l'échelle nationale. La plupart des recommandations comportaient des éléments spécifiques et exploitables, tels que l'identification de qui, quand et comment. Dans leur grande majorité, les équipes nationales ont demandé davantage de réunions de partage des connaissances et/ou de coordination, une stratégie plus ciblée sur l'exploitation des connaissances et des communautés locales, une intégration plus intentionnelle des femmes et des jeunes dans la conception des programmes, ainsi qu'une intégration systématique de la sensibilité aux conflits et des approches de consolidation de la paix dans les programmes de sécurité alimentaire.

KENYA

44 participants

ÉTHIOPIE

37 participants

OUGANDA

28 participants

SOMALIE

26 participants

SOUDAN DU SUD

13 participants

RDC

12 participants

République démocratique du Congo (RDC)



Parmi les partenaires de mise en œuvre qui travaillent en RDC (11), plusieurs ont noté que les interventions techniques dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, de l'agriculture, du changement social et comportemental, de la réponse à la COVID-19 et de la jeunesse, intègrent déjà les principes de cohérence HDP. D'autres actions programmatiques comprenaient des parcours de résilience et des zones de concentration, ainsi que des consultations et un renforcement des capacités avec la communauté et les partenaires locaux. À la question « Quel est le changement qui, selon vous, aurait le plus grand impact pour améliorer la cohérence HDP en RDC ? », les participants ont souligné le renforcement de l'implication du gouvernement, la coordination entre les acteurs, l'engagement de la communauté, la gestion adaptative et l'agrobusiness chez les jeunes. Ils ont également noté que les contextes et les environnements en RDC sont très différents d'une région à l'autre et que, par conséquent, les recommandations devraient cibler les niveaux national, régional et local en fonction du contexte.

Collectivement, les participants de la RDC ont identifié plusieurs recommandations, classées dans les catégories suivantes : (a) collaboration, apprentissage et adaptation (CLA) ; (b) MEAL ; et (c) cocréation. Ils ont fait remarquer la nécessité de permettre une meilleure coordination des activités entre les secteurs et ont souligné l'importance de la coordination et de l'intégration des parties prenantes dans la conception des programmes. Les participants ont finalement hiérarchisé les quatre recommandations suivantes :

Organiser une réunion de partage des connaissances sur les méthodes qualitatives de collecte de données sur la consolidation de la paix, le genre et la résilience.

Organiser une réunion consacrée à la restitution des principaux enseignements tirés du RKSM de 2023 à l'ensemble des partenaires chargés de la mise en œuvre.

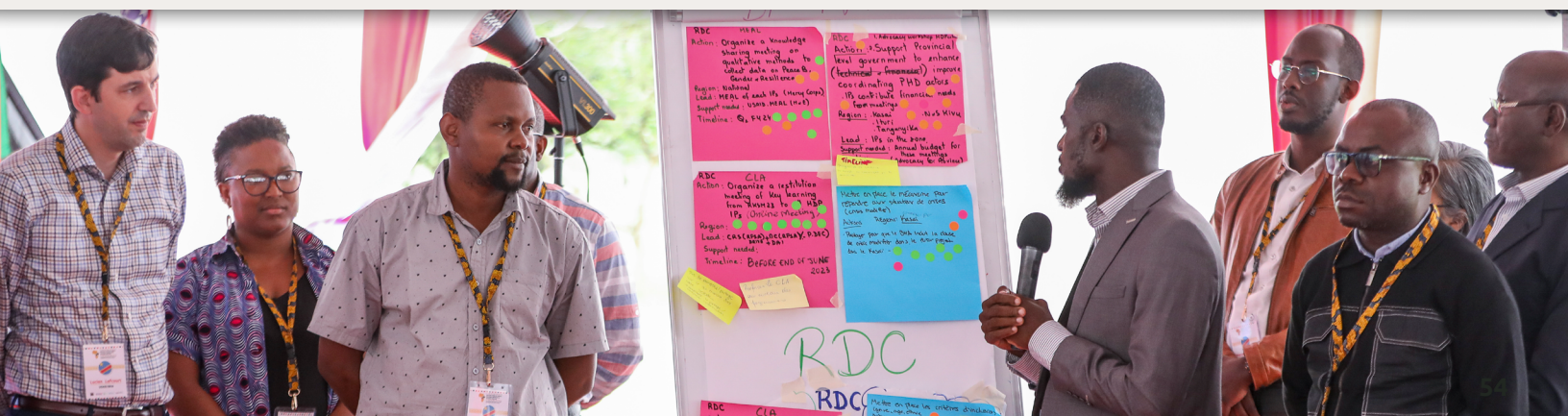
Organiser un atelier de promotion sur la cohérence HDP au niveau provincial.

» Cette recommandation se concentre sur le soutien aux gouvernements provinciaux afin d'améliorer la coordination entre les acteurs HDP. Les régions potentielles étaient les suivantes : Kasai, Ituri, Tanganyika, Nord et Sud-Kivu.

Inclure les modificateurs de crise dans les prochaines récompenses, en commençant par les futurs projets au Kasai.

Rétroaction de l'enquête post-événement envoyée aux participants en août 2023

Les répondants de la RDC ont partagé les enseignements tirés au sein de leur propre organisation et ont collaboré avec d'autres organisations rencontrées lors du RKSM.



Éthiopie



Les participants du groupe de pays de l'Éthiopie (37) ont d'abord discuté des programmes existants qui contribuent à la cohérence HDP. Ils ont rapidement convenu de l'importance de la cohérence HDP, mais les participants ont voulu se concentrer sur des moyens spécifiques pour rendre opérationnelle la cohérence HDP. Ils ont souligné le rôle des organisations de la société civile, qui peuvent tirer parti de leur position pour demander des fonds afin de coordonner les activités humanitaires et de développement, et bénéficier d'une certaine souplesse sur le plan du financement. Ils ont également souligné des efforts tels que l'approche de cohésion sociale de World Vision (qui évalue les facteurs contribuant aux conflits et travailler avec les parties prenantes pour concevoir des activités qui ne nuisent pas), ou l'approche de gestion des ressources naturelles de RiPA qui a établi des accords entre les communautés d'accueil et les communautés migrantes afin d'éviter les conflits autour des ressources.

En ce qui concerne les changements ayant le plus grand impact sur la cohérence HDP, le groupe a discuté de la nécessité d'une planification et d'une réponse ciblées et coordonnées au niveau national, d'une collaboration plus forte entre les acteurs humanitaires et de développement, d'un financement flexible des donateurs, d'une attention plus soutenue à la paix et d'un engagement plus fort en faveur des approches locales.

Collectivement, le groupe d'Éthiopie a identifié huit recommandations de haut niveau et a voté pour donner la priorité aux thèmes suivants : (a) la planification conjointe ; (b) l'engagement des parties prenantes ; et (c) la paix. Le groupe a souligné l'importance de la gouvernance dans la recherche de la cohérence HDP aux niveaux national et local. Ils ont hiérarchisé les trois recommandations suivantes.

Organiser une première réunion de planification conjointe sur la cohérence HDP [pour clarifier et convenir des] prochaines étapes.

» Cette réunion rassemblerait l'USAID, le groupe de travail du RLA Éthiopie, les partenaires de mise en œuvre, ainsi que les principaux représentants du gouvernement.

S'efforcer d'être davantage axé sur le contexte en cartographiant et en impliquant la communauté et les parties prenantes locales.

Créer un « pôle de la paix » pour intégrer la sensibilité aux conflits dans les programmes et les institutions, en partenariat avec des entités nationales telles que l'Institut éthiopien de la paix (EIP) et l'université de Haramaya.

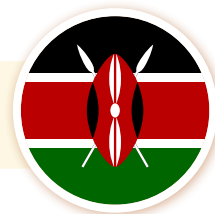
« Nous savons ce qu'est le QUOI et le POURQUOI de la cohérence HDP. Mais je suis là pour savoir le COMMENT.

— Participant au RKSM

Rétroaction de l'enquête post-événement envoyée aux participants en août 2023

Quatre partenaires de mise en œuvre d'Éthiopie ont répondu que, depuis l'événement, ils ont commencé à travailler sur certaines des recommandations au niveau national. Un participant a souligné le partage des enseignements tirés du RKSM et la possibilité d'adapter la stratégie triennale de son pays afin de mieux intégrer les considérations relatives à la cohérence HDP dans ses interventions humanitaires.

Kenya



Lors de la première session par pays, les partenaires travaillant au Kenya (44) ont réfléchi aux méthodes et outils clés susceptibles d'améliorer la cohérence HDP dans leur contexte. Parmi les idées avancées, on peut citer (a) la création d'un outil commun d'évaluation des risques liés à la vulnérabilité des populations ; (b) l'organisation d'événements de partage des connaissances pour stimuler la collaboration entre les organisations ; (c) le renforcement de la collaboration avec les partenaires locaux et de leurs capacités ; et (d) la planification conjointe du travail au niveau national.

Les partenaires se sont concentrés sur les changements qu'ils souhaiteraient voir se produire au Kenya pour améliorer la cohérence HDP. Parmi ces changements, citons le plaidoyer et l'innovation pour renforcer les approches à long terme qui responsabilisent les communautés ; la collaboration étroite avec les dirigeants et les entités gouvernementales pour s'assurer qu'ils comprennent l'importance de la cohérence HDP et qu'ils assurent une coordination stratégique avec les partenaires du développement ; convaincre les donateurs d'offrir plus de flexibilité de financement et de s'éloigner du territorialisme et de la concurrence entre les institutions, les agences, les secteurs et les professionnels ; et collaborer avec les donateurs pour développer des cadres communs pour la cohérence HDP en vue d'objectifs et d'impacts collectifs.

Collectivement, les participants du Kenya ont réfléchi à divers aspects de la programmation qui permettraient de faire progresser la cohérence HDP, notamment le changement de comportement au sein des organisations, la mise à profit des plateformes de rassemblement telles que le PREG et le Conseil des gouverneurs, et l'influence exercée sur les gouvernements nationaux et des comités pour qu'ils prennent les devants. Ils ont fait part des six recommandations suivantes, hiérarchisées par ordre de priorité :

- | **La cohérence HDP devrait être ancrée dans l'intentionnalité et l'inclusivité, en gardant à l'esprit les chocs lors de la planification de scénarios dans les théories du changement, le suivi et l'évaluation, et la gestion adaptative.**
- | **Se concentrer sur les communautés.**
- | **Renforcer les comités chargés des plans de travail et le processus de planification au niveau des activités.**
- | **Obtenir le soutien des dirigeants au niveau national pour la cohérence HDP.**
- | **Construire une base de données probantes pour la cohérence HDP.**
- | **Exploiter les mécanismes existants tels que RLA, IDEAL et les groupes de travail sectoriels.**

Rétroaction de l'enquête post-événement envoyée aux participants en août 2023

Six partenaires de mise en œuvre du Kenya ont répondu qu'ils appliquaient et/ou renforçaient certaines des recommandations ci-dessus, notamment en collaborant étroitement avec des partenaires sur des questions de localisation, en planifiant délibérément la cohérence HDP et en concevant des programmes nationaux multisectoriels pour les années à venir.

Somalie



Les participants qui travaillent en Somalie (26) ont discuté des domaines qui permettraient d'améliorer l'application des principes de cohérence HDP dans le pays. Les principaux sujets abordés ont été les suivants : l'intégration de la sensibilité aux conflits dans les approches de résilience des moyens de subsistance ; l'accent mis sur les projets pluriannuels et les approches systémiques ; la coordination avec le gouvernement, les donateurs et les partenaires aux premiers stades d'un programme ; la cartographie des parties prenantes ; et l'élaboration conjointe de plans de travail.

Le groupe a également convenu de ce qui aurait le plus grand impact en Somalie. Il s'agissait notamment d'une intégration sectorielle efficace et d'une programmation complémentaire entre les activités et les organisations (en particulier celles ciblant le même lieu) ; de travailler à différents niveaux du gouvernement somalien et au sein des communautés locales pour partager une compréhension commune de la cohérence HDP et renforcer les efforts de coordination ; de prendre des décisions éclairées basées sur des preuves et des recommandations générées par le personnel sur le terrain ; et d'une plus grande flexibilité de financement, y compris des investissements pluriannuels d'urgence et humanitaires.

Les recommandations de l'équipe de pays pour la Somalie étaient centrées sur l'intégration des approches de consolidation de la paix dans toute intervention humanitaire ou de développement. Cela devrait comprendre l'intégration de l'analyse des conflits dans la phase de conception de toute activité. Les participants ont également souligné le rôle central de la coordination et de la collaboration (par l'intermédiaire de la CLA) pour améliorer la participation des parties prenantes, l'adhésion et le partage des priorités, en accordant une attention particulière aux connaissances locales, au partage des données et des informations et à la gestion adaptative. Les participants ont hiérarchisé les six recommandations suivantes :

Renforcer la gestion adaptative et le faire en temps réel.

Encourager les donateurs à travailler délibérément à l'élaboration d'approches et d'incitations communes pour les réalisations/résultats du SLI et de l'HDP.

Les programmes sont conçus pour accepter et intégrer la possibilité d'erreurs et d'échecs. Cartographier les acteurs HDP en Somalie.

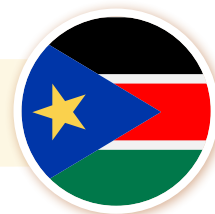
Exploiter les structures existantes et les habiliter à assumer les missions de planification conjointe (Construire des communautés résilientes en Somalie (BRCiS), Programme de résilience somalien (SomReP), Plateforme de résilience somalienne (SRP)).

Commencer par le système (USAID).

Rétroaction de l'enquête post-événement envoyée aux participants en août 2023

Les répondants qui ont participé aux sessions par pays en Somalie ont tous déclaré que le RKSM avait amélioré la qualité de leur travail. Ils ont partagé les enseignements tirés au sein de leur propre organisation et ont collaboré avec d'autres organisations rencontrées lors du RKSM. Un participant prévoit d'utiliser une étude menée par RLA Somalie par le biais de la plateforme de résilience somalienne qui aidera les partenaires à comprendre comment le SLI peut être mis en œuvre dans le contexte de la Somalie.

Soudan du Sud



Les participants aux sessions par pays du Soudan du Sud (13) ont réfléchi aux applications existantes de la cohérence HDP dans leur contexte. Ils ont mis l'accent sur le rôle des programmes d'urgence pluriannuels tels que Pathways to Resilience (P2R), Accélération de la reprise et de la résilience au Soudan du Sud (ACCESS) et CARB, ainsi que sur les groupes sectoriels de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance. Ils ont également souligné que les groupes de travail de la CLA et les plans d'action menés par les communautés soutiennent la cohérence HDP entre les organisations et les activités dans le pays.

Le groupe a également identifié les défis et les domaines d'amélioration de la cohérence HDP au Soudan du Sud. Parmi ceux-ci, citons l'amélioration de l'inclusion des femmes et des jeunes dans la conception des programmes, l'intégration de la consolidation de la paix ou de la sensibilité aux conflits dans les activités humanitaires et de développement, l'alignement des priorités géographiques entre les secteurs et l'intégration des programmes de résilience menés par les communautés en tant que base pour la planification conjointe du travail.

Collectivement, les participants du Soudan du Sud ont formulé plusieurs recommandations axées sur la consolidation de la paix, le partage des connaissances, la prise en compte des facteurs de modification des crises dans les activités de développement humain, et l'élaboration et l'adoption de plans d'action communautaires tenant compte des chocs. Les trois principales recommandations sont les suivantes :

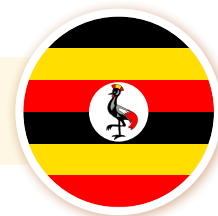
- | **Organiser une réunion de partage des connaissances sur le Soudan du Sud dans toutes les régions du pays.**
- | **Incorporer la cohérence HDP dans la révision de la stratégie de l'USAID au niveau national.**
- | **Intégrer la sensibilité aux conflits et la consolidation de la paix dans les programmes de tous les pays financés par l'USAID.**

Rétroaction de l'enquête post-événement envoyée aux participants en août 2023

Les répondants ont tous indiqué qu'ils s'efforçaient de mettre en œuvre les recommandations susmentionnées dans le cadre de leurs activités. L'un des participants a utilisé les principaux enseignements tirés de l'événement pour élaborer une proposition pour la deuxième phase de son projet. Un autre participant a fait remarquer qu'il avait partagé ses connaissances lors d'une réunion trimestrielle commune des partenaires de mise en œuvre de l'USAID au Soudan du Sud et qu'il continuerait à prôner la cohérence HDP.



Ouganda



Les partenaires qui travaillent en Ouganda (28) ont discuté des mesures les plus impactantes pour améliorer la cohérence HDP au sein de leurs organisations. Leurs conversations ont notamment porté sur (a) le renforcement de l'inclusion des personnes en situation de handicap, des femmes et des groupes autochtones ; (b) le renforcement du partage des connaissances et du dialogue entre les organisations, en particulier avec les partenaires locaux et les communautés ; (c) l'amélioration de la recherche et de l'analyse, y compris les évaluations et les analyses de la sécurité alimentaire et des conflits ; et (d) la promotion d'interventions centrées sur la communauté pour mieux répondre aux besoins locaux.

Au cours des sessions, les participants ont également échangé des idées sur la manière de réduire la duplication des efforts et de mieux répartir les domaines d'expertise et/ou les programmes afin d'améliorer les résultats, au moyen des mécanismes de coordination existants. Ils ont relevé l'importance du partage des données pour atteindre des objectifs communs, notamment dans les zones frontalières où la collecte de données est un défi, comme dans la région de Karamoja.

Collectivement, le groupe a exploré plusieurs idées qui pourraient soutenir les efforts de cohérence HDP en Ouganda autour des thèmes fondamentaux de la localisation, de la coordination et du leadership gouvernemental. Les participants ont hiérarchisé les recommandations suivantes :

Sur la localisation :

- » Travailler avec l'USAID à une compréhension commune de la localisation.
- » Sensibiliser à ce qu'est la localisation et à son agenda.
- » Identifier des indicateurs mesurables pour la localisation.
- » Impliquer les parties prenantes dans la planification, l'apprentissage et la mise en œuvre conjoints.
- » Plaider pour un leadership gouvernemental dans l'avancement de l'agenda de la localisation avec une stratégie bien définie d'intégration de la localisation dans la programmation HDP.

Sur la coordination :

- » Planifier conjointement.
- » Utiliser les plateformes existantes comme le groupe de travail de la Charte du changement en Ouganda, apprendre des partenaires locaux et les faire évoluer.
- » Cartographier les parties prenantes.
- » Comprendre les points d'entrée et les alliés.
- » Inclure le langage de la collaboration (planification et conception conjointes) lors de la mise en œuvre et dans les accords/contrats.

Sur la manière de tirer parti du leadership des gouvernements :

- » Encourager la mise en œuvre du plan de réponse intégré pour l'emploi et les moyens de subsistance (JLIRP, Jobs and Livelihoods Integrated Response Plan).
- » Identifier les alliés.
- » Constituer un secrétariat multipartite.
- » Tirer parti de la table ronde du Forum mondial sur les réfugiés (qui aura lieu le 30 mai 2023).
- » Faire pression et influencer l'engagement du gouvernement et le leadership en matière de coordination par le biais du Forum des ONG humanitaires et du Forum des ONG.
- » Mettre en avant la construction de la paix dans la stratégie, tout au long du cycle du programme, et l'intégrer dans toutes les activités.
- » Intégrer la gestion des ressources en eau.

Rétroaction de l'enquête post-événement envoyée aux participants en août 2023

Neuf répondants ougandais ont indiqué qu'ils travaillaient à la mise en œuvre des recommandations mentionnées ci-dessus. Six d'entre eux se sont concentrés sur la mise en valeur des connaissances locales et sur la promotion d'un programme de localisation dans le cadre de leurs programmes. Un participant a fait part de l'organisation d'une réunion régionale à Karamoja avec les dirigeants des districts pour discuter et aligner les missions de l'USAID dans la région.¹ Par ailleurs, à la suite du RKSM, le groupe de travail ougandais de la Charte pour le changement² a commencé à cartographier, à l'aide d'un système d'information géographique, les acteurs locaux et nationaux dans les régions de l'Ouganda exposées aux catastrophes et à l'aide humanitaire, afin d'éclairer la planification et la collaboration, et d'établir un réseau d'ONG locales et nationales en vue de tirer parti des partenariats et de coordonner les réponses.

1 L'événement Karamoja Learning a eu lieu en septembre 2023.

2 Retrouvez l'expérience de cette participante à la RKSM et les enseignements qu'elle prévoit d'apporter au groupe de travail de la Charte pour le changement en Ouganda.



GREATER HORN OF AFRICA REGIONAL KNOWLEDGE SHARING MEETING



HUMANITARIAN-DEVELOPMENT-PEACE (HDP)
COHERENCE IN FOOD CRISIS CONTEXTS



IDEAL

